

SCoT

Pays
lédonien

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-200051225-20251209-DEL_444_3Approb-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Publication : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Pièce 3 : Annexes

Résumé non technique

de l'évaluation environnementale du SCoT

Projet de SCOT approuvé par délibération en comité syndical du 09 décembre 2025,

Le Président,



Pays Lédonien
SCOT
P.E.T.R. - Lons-le-Saunier - Jura

Table des matières

1. CONTEXTE DE L'ELABORATION DU SCOT	4
2. L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	5
3. PRESENTATION RESUMEE DU SCOT.....	6
3.1. L'ARMATURE TERRITORIALE.....	6
3.2. LE PROJET D'AMENAGEMENT STRATEGIQUE	7
3.3. DOCUMENT D'ORIENTATION ET D'OBJECTIFS	12
4. L'ARTICULATION DU SCOT AVEC LES DOCUMENTS SUPERIEURS	15
5. PROFIL ENVIRONNEMENTAL, SYNTHESE DES ENJEUX.....	17
5.1. CADRE PHYSIQUE ET RESSOURCE EN MATERIAUX.....	17
5.2. MILIEUX AQUATIQUES ET RESSOURCE EN EAU.....	18
5.3. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE	19
5.4. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	22
5.5. NUISANCES ET POLLUTIONS.....	23
5.6. ÉNERGIE ET CLIMAT	25
6. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT SUR L'ENVIRONNEMENT	27
6.1. LIMITATION DE LA CONSOMMATION ET PRESERVATION DES SOLS	27
6.2. PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE ET RESTAURATION DES CONTINUITES	28
6.3. PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	30
6.4. PRESERVATION DES PAYSAGES ET DE LA QUALITE URBAINE	32
6.5. PROTECTION ET UTILISATION MESUREE DES RESSOURCES MINERALES	34
6.6. REDUCTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	35
6.7. LIMITATION DES NUISANCES ET PRESERVATION DE LA SANTE	36
6.8. REDUCTION DES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	38
7. ÉVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET DE SCOT SUR LES SITES NATURA 2000	40
7.1. PRESENTATION DU RESEAU NATURA 2000	40
7.2. LES SITES NATURA 2000 DU TERRITOIRE	40
7.3. CONCLUSION SUR LES INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES SITES NATURA 2000.....	42
8. CONCLUSION SUR LA PRISE EN COMPTES DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LE SCOT.....	43

Glossaire

CCBHS : Communauté de communes Bresse Haute Seille

CCPJ : Communauté de communes Portes du Jura

DOO : Document d’Orientation et d’Objectifs

ECLA : Espace Communautaire Lons Agglomération

EPCI : Établissement public de coopération intercommunale

PAS : Projet d’Aménagement Stratégique

PGRI : Plan de Gestion du Risque d’Inondations

PCAET : Plan Climat Air Énergie

PDM : Plan de mobilité

PLH : Plan de l’habitat

PLU (i) : Plan Local d’Urbanisme (intercommunal)

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SDAGE : Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux

SIP : Secteur d’Implantation périphérique

SRADDET : Schéma Régional d’Aménagement et de Développement Durable des Territoires

SRU : (Loi relative à la) Solidarité et au Renouvellement Urbains

TEC : Terre d’Émeraude Communauté

1. Contexte de l'élaboration du SCoT

Qu'est-ce qu'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ?



- Le SCoT, créé par la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre, a pour principal objectif de mettre en cohérence l'ensemble des **politiques sectorielles** notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux, dans un environnement préservé et valorisé. Il formule un projet politique territorialisé et englobant, sur une vision à 20 ans.
- C'est un document **intégrateur**, pivot entre plusieurs documents de rang supérieur tel que le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable des Territoires (SRADDET) et les documents de planification de niveaux inférieurs tels que les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), PLU intercommunaux (PLUi), cartes communales...
- Un schéma de cohérence territoriale se compose d'un Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), d'un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) et en annexes : le diagnostic, l'évaluation environnementale, la justification des choix et l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestier (*articles L141-2 et L142-15 du Code de l'Urbanisme*).



Localisé au sud-ouest du département du Jura, le Pays Lédonien fédère **4 intercommunalités** autour de sa ville centre Lons-le-Saunier, Préfecture départementale.

Un premier SCoT a été approuvé sur ce territoire, le 15 mars 2012, avant sa **révision générale n°1**, approuvée le 6 juillet 2021 et rendue exécutoire le 13 septembre 2021.



Au 1^{er} janvier 2020, suite à une fusion d'EPCI (établissement public de coopération intercommunale), la nouvelle communauté de communes Terre d'Émeraude Communauté est créée ce qui étend le périmètre du SCoT du Pays Lédonien avec **17 communes supplémentaires**.

Le Pays Lédonien compte ainsi désormais **199 communes**.

- **Espace Communautaire Lons Agglomération**
- **Communauté de communes Bresse Haute Seille**
- **Communauté de communes Porte du Jura**
- **Terre d'Émeraude Communauté**



Dans le but de prendre en compte l'extension du périmètre et d'intégrer les récentes évolutions réglementaires, la **révision générale n°2** du SCoT du Pays Lédonien a été prescrite le 14 décembre 2021.

2. L'évaluation environnementale



Conformément à l'article L104-1 du Code de l'Urbanisme, le **SCoT est soumis à évaluation environnementale**. Le rapport de présentation en annexe comprend une présentation résumée des objectifs du document et de son contenu ; son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les plans et programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ; une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution ; les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement, notamment sur les sites Natura 2000 ; l'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu ; la présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ; la définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement ; ainsi qu'un résumé non technique (*article R104-18 du code de l'urbanisme*).

Quels sont les objectifs d'une telle démarche ?

- fournir les éléments de connaissance environnementale utiles à l'élaboration du SCoT ;
- favoriser la prise en compte des enjeux environnementaux et assurer ainsi un niveau élevé de protection de l'environnement ;
- vérifier sa cohérence avec les obligations réglementaires et autres plans et programmes ;
- évaluer les impacts du programme sur l'environnement et, au besoin, proposer des mesures visant à l'améliorer ;
- contribuer à la transparence des choix et la consultation du public, mettre en évidence des points de progrès et d'améliorations escomptés au travers du SCoT ;
- préparer le suivi de la mise en œuvre du plan afin de pouvoir en mesurer l'efficacité au regard des objectifs fixés.



L'évaluation du SCoT repose sur une **grille de 8 questions évaluatives**, permettant d'apprécier les effets du projet sur l'ensemble des sujets de l'état initial de l'environnement. Pour chaque question évaluative ont été appréciées les **incidences favorables** (en quoi le projet va améliorer la situation au regard du scénario tendanciel) ou **défavorables** (en quoi le projet va dégrader la situation au regard du scénario tendanciel).



Le SCoT programme-t-il un développement en adéquation avec la qualité et la quantité de **ressources** en eau et le respect du **cycle de l'eau** ?



Le SCoT permet-il la préservation de la qualité urbaine, architecturale et paysagère du territoire ?



En quoi le SCoT permet-il une utilisation **économe** des espaces naturels et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières ?



Le SCoT permet-il de prévenir et réduire la vulnérabilité du territoire aux **risques majeurs** ?



Le SCoT permet-il la préservation et la restauration de la dimension patrimoniale et fonctionnelle des **écosystèmes** ?



Le SCoT permet-il une protection et une utilisation mesurée des **ressources minérales** ?



En quoi le SCoT favorise-t-il la réduction des consommations d'**énergie** et des émissions de gaz à effet de serre ?

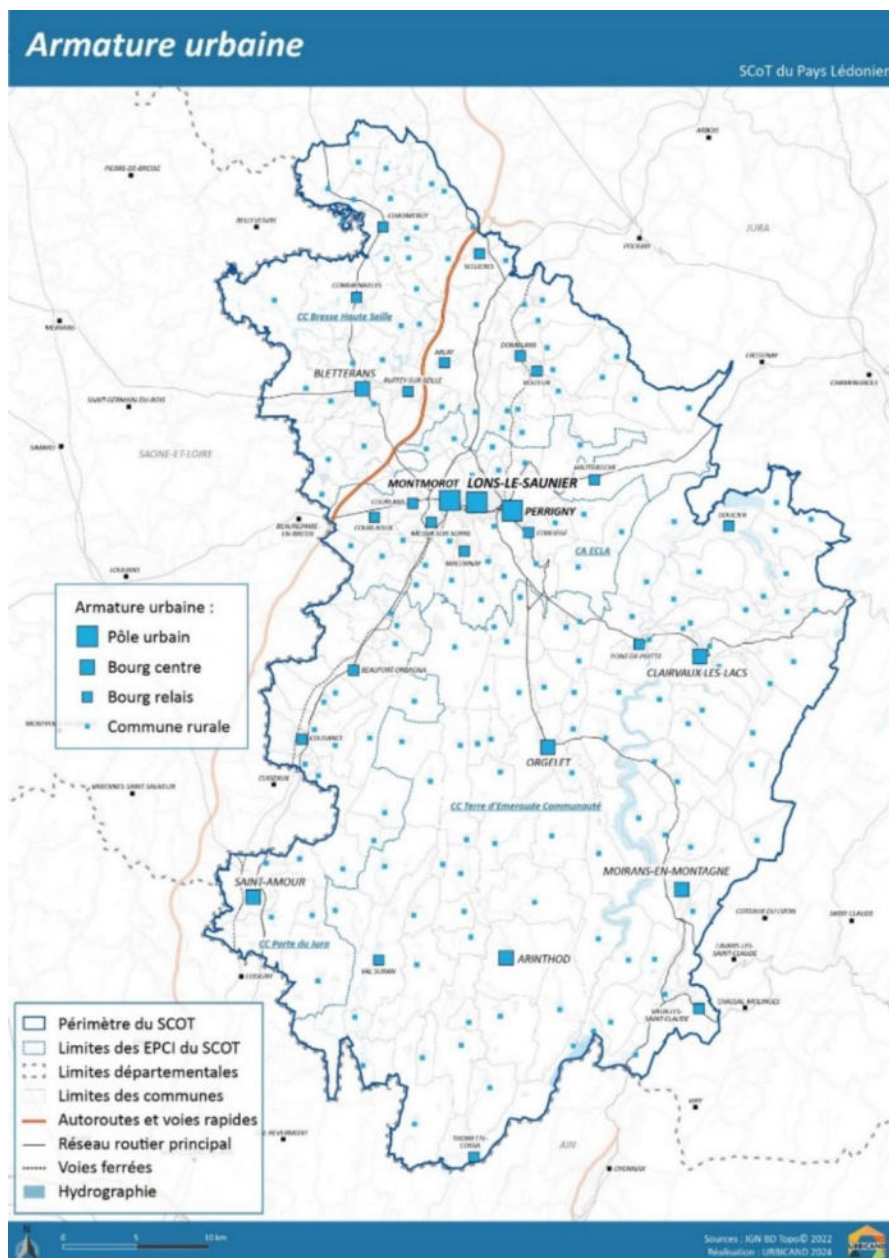
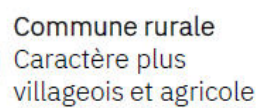


En quoi le SCoT contribuera-t-il à l'amélioration de la **santé des habitants** ?

3. Présentation résumée du SCoT

3.1. L'armature territoriale

L'armature urbaine du Pays lédonien s'organise en 4 catégories de communes :



3.2. Le Projet d'Aménagement Stratégique

Qu'est-ce que le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) ?



- Le PAS définit les objectifs de développement et d'aménagement du territoire à un horizon de vingt ans sur la base d'une synthèse du diagnostic territorial et des enjeux qui s'en dégagent.
- Le PAS fixe par tranches de dix années, un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation (*article L141-3*).

Le nouveau projet de territoire du Pays Lédonien :

- Élaboré grâce à plusieurs **temps de concertation** organisés avec les élus (séminaire participatif, ateliers territoriaux, retours des Personnes Publiques Associées...).
- Organisé autour de **trois axes principaux** et un **axe transversal**.

Un défi majeur pour le territoire :

Réduire fortement l'artificialisation des sols et lutter contre l'étalement urbain

Maîtriser la consommation
d'espaces naturels, agricoles et
forestiers et l'artificialisation des sols

Réinvestir les espaces
urbanisés en aménageant
des espaces de vie de qualité

Coordonner le foncier
avec les besoins pour
le développement

Trois ambitions pour définir un territoire cohérent et équilibré :

AXE 1 : Développer un territoire en réseau

- Affirmer l'attractivité du Pays Lédonien en région
- Organiser le développement
- Répondre aux besoins en logements
- Améliorer les réseaux

AXE 2 : Conforter les ressources locales

- Soutenir le développement économique
- Favoriser une offre commerciale équilibrée
- Développer l'offre touristique pour en faire un pilier majeur du développement économique

AXE 3 : Préserver le cadre de vie

- Affirmer et relever la diversité des paysages
- Préserver les qualités des espaces et milieux naturels
- Adapter le territoire au changement climatique et atténuer ses effets, favoriser la santé et le bien-être des habitants

RÉDUIRE FORTEMENT L'ARTIFICIALISATION DES SOLS, LUTTER CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

MAÎTRISER LA CONSOMMATION D'ESPACE ET L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

L'étalement urbain a eu des effets néfastes pour le territoire : pertes de terres agricoles de bonnes valeurs agronomiques, pertes d'espaces naturels, une tendance à la banalisation des paysages, etc.

La lutte contre l'artificialisation des sols répond à un objectif de **préservation des terres agricoles et naturelles**, à un objectif de développement des communes basé sur la proximité et le réemploi des espaces bâtis et à la nécessité de garantir le **maintien de sols vivants**, en lien avec l'absorption d'une partie des émissions de gaz à effet de serre.

Concrètement, le territoire prévoit de :

- Se donner des objectifs chiffrés – à ne pas dépasser – pour le développement de l'habitat, de l'économie, des équipements, etc., afin d'encadrer l'artificialisation des sols et lutter contre l'étalement urbain,
- Anticiper les besoins en constructions pour le développement urbain,
- Ne pas construire sur les espaces agricoles et naturels à protéger : terres de bonnes valeurs, espaces avec enjeux environnementaux, vergers, jardins et espaces verts en cœur de bourg, etc. ,
- Réutiliser l'existant : rénover les bâtiments vacants, réhabiliter les friches, etc. ,
- Construire en priorité dans les tissus urbains et villageois existants,
- Optimiser l'usage du foncier dans les projets.

TENDRE VERS LA ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE

Pour le développement urbain toutes vocations confondues (habitat, économie, équipements, ect), il s'agit de viser une **artificialisation maximale** de :

à l'horizon 2031

270 ha

entre 2031 et 2041

194 ha

entre 2041 et 2045

60 ha

réduction de **50,9 %** d'espaces naturels, agricoles et forestiers consommés par rapport à 2011-2021

réduction de **55 %** de l'artificialisation des sols par rapport aux tendances passées

réduction de **65 %** de l'artificialisation des sols par rapport aux tendances passées

RÉINVESTIR LES ESPACES DÉJÀ URBANISÉS

S'appuyer en priorité sur les espaces existants pour accueillir le développement futur en :

- Favorisant la **reconquête du bâti ancien**, inoccupé et dégradé
- Encadrant le développement dans les **espaces à densifier** en préservant des espaces de respiration et de verdure dans les bourgs et les villages
- Préservant les espaces non bâtis qui ont une **qualité agricole, environnementale ou paysagère** (îlots de fraîcheur par exemple, vue sur l'église, ...)
- Favorisant la **désimperméabilisation** et la **renaturation** de certains espaces (végétaliser les cours d'écoles, les parkings...)
- Construisant les logements à proximité des **centralités** des communes

Un objectif :
Produire, à l'échelle du SCOT, au moins 40% des logements sans consommer des espaces naturels et agricoles

DÉVELOPPER UN TERRITOIRE EN RÉSEAU

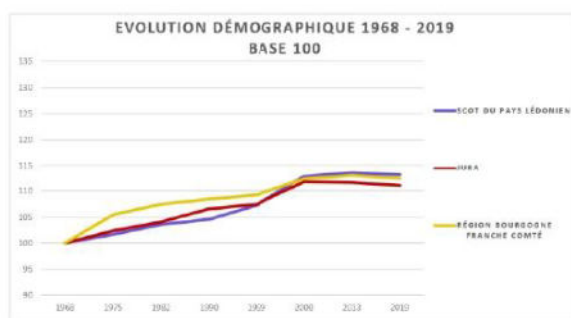
AFFIRMER L'ATTRACTIVITÉ DU PAYS LEDONIEN EN RÉGION

L'attractivité du Pays lédonien repose sur son cadre de vie de qualité et sur sa spécificité économique. Les ambitions du Pays Lédonien sont :

- Positionner le Pays Lédonien comme une **porte d'entrée de la région** Bourgogne-Franche-Comté sur l'axe Strasbourg / Lyon
- S'appuyer sur des **sites et des infrastructures majeures** comme le pôle urbain de Lons-le-Saunier et ses services majeurs (emplois, commerces, santé, équipements culturels, etc.), la ligne ferroviaire du Revermont, la zone d'activité régionale, etc.
- Encourager les complémentarités avec les **territoires voisins** (bassin lyonnais, Dijon, Besançon, etc.)

GARANTIR UN BON ACCUEIL DES POPULATIONS

- Viser une légère croissance démographique annuelle moyenne de **+0,06%** par an à l'horizon 2045
- Viser une croissance homogène sur le territoire du Pays Lédonien, dans une logique de stabilisation
- Atteindre à l'horizon 2045 environ **87 370** habitants, soit + 1000 habitants en 20 ans.



AMÉLIORER LES RÉSEAUX

- Résoudre les inégalités d'accès à internet et à la téléphonie mobile
- Encourager l'usage des modes doux
- Limiter la dépendance automobile

UNE OFFRE DE LOGEMENTS SUFFISANTE ET DIVERSIFIÉE

- Viser un équilibre de la production à l'échelle du territoire
- Assurer les parcours résidentiels (besoins différents selon l'âge et la situation : célibat, couple, en famille, veuf/veuve, ...)

L'objectif est de produire environ **5 850** logements entre 2025 et 2045, pour répondre aux besoins actuels et futurs de la population.

ORGANISER LE DÉVELOPPEMENT

Il s'agit d'**organiser le développement sur la base de l'armature urbaine** en prévoyant :

- Le développement des équipements et des services en fonction des besoins
- Le renforcement du maillage des commerces de proximité et les localiser dans les centralités
- L'harmonisation des stratégies d'accueil des activités économiques

CONFORTER LES RESSOURCES LOCALES

SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

3 types d'offres économiques :

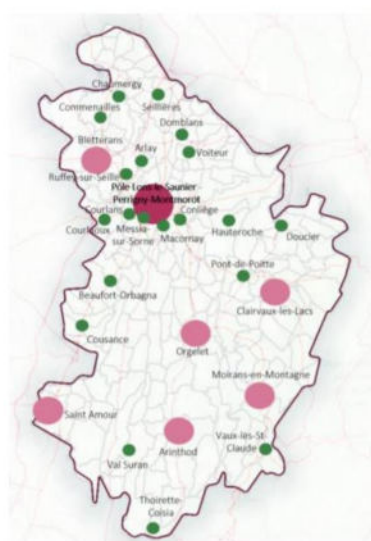
- Les zones structurantes d'intérêt régional et inter-régional : disposer d'une offre attractive dans le pôle urbain et en entrée d'agglomération (le centre de Lons, le Parc d'Innovation Technologique, les ZAE Les Quarrés...)
- Les zones stratégiques communautaires : favoriser les complémentarités entre EPCI
- Les secteurs économiques présents dans les communes

Affirmer un objectif de densification et de renouvellement des espaces existants (30 ha).

Améliorer la qualité des espaces économiques et commerciaux :

- traitement paysager,
- bonne qualité environnementale,
- accessibilité,
- etc.

FAVORISER UNE OFFRE COMMERCIALE EQUILIBREE



Avoir une offre commerciale répondant aux besoins de la populations et répartie correctement sur le territoire est une ambition forte du Pays Lédonien.

- Diversifier l'offre du pôle urbain, afin de répondre à l'ensemble des catégories de besoins, conforter l'offre existante pour renforcer son rôle commercial. Il s'agit également de diversifier les enseignes présentes.
- Favoriser le maintien des commerces dans les centralités, en interdisant notamment les commerces de flux
- Accompagner le rééquilibrage du développement commercial en se basant sur trois niveaux :
 - Un rayonnement sur tout le territoire avec une offre diversifiée et attractive pour le **pôle urbain**
 - En appui, les **bourgs-centres** qui disposent d'une offre pour des besoins hebdomadaires
 - Un rôle de proximité assuré par les **bourgs relais** à même d'accueillir une offre répondant aux besoins du quotidien
- Permettre le développement de commerce de première nécessité dans les communes rurales

DEVELOPPER L'OFFRE TOURISTIQUE

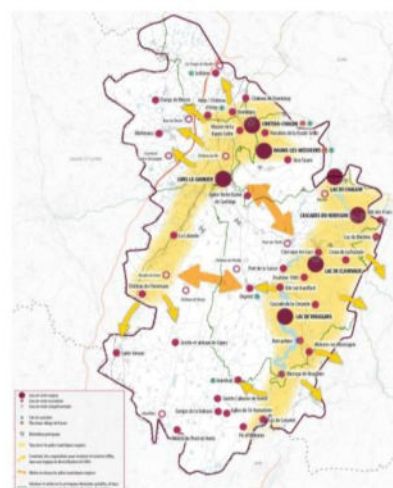
Le développement du tourisme passe par la **préservation, la valorisation et la réhabilitation** des lieux de visites emblématiques (Château-Chalon, Baume-les-Messieurs, les cascades du Hérisson...) et des sites touristiques plus locaux (site des 4 lacs, l'église Saint-Hymetière...)

L'ambition est de structurer les pôles touristiques pour en faire des piliers de l'économie locale, autour

DU THERMALISME

DES LACS, RIVIERES
ET CASCADES

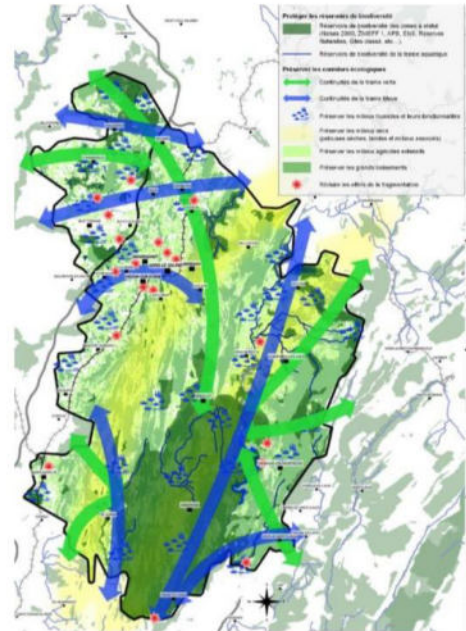
DU VIGNOBLE



PRESERVER LE CADRE DE VIE

PRÉSERVER LES QUALITÉS DES ESPACES ET DES MILIEUX NATURELS

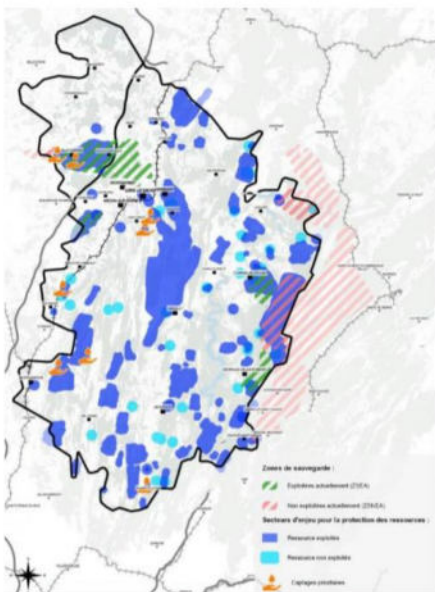
- Préserver les grands ensembles forestiers et agro-naturels (haies, arbres isolés, alignements d'arbres)
- Maintenir les continuités à fort enjeux : aquatiques et humides, têtes de bassins, thermophiles, ...
- Remettre en bon état les corridors fragmentés (par les grands axes routiers, les secteurs où le développement urbain a altéré les continuités écologiques)
- Améliorer la connaissance du patrimoine naturel à l'échelle communale (zones humides, haies, mares, etc.)
- Limiter l'imperméabilisation du sol



AFFIRMER ET RÉVÉLER LA DIVERSITÉ DES PAYSAGES

Il s'agira de :

- Respecter les silhouettes de villages
- Affirmer et révéler la diversité des paysages
- Tenir compte des paysages du quotidien et du patrimoine « ordinaire »
- Prendre en compte les patrimoines classés, inscrits et/ou labellisés, et les non protégés
- Recréer des entrées de villes pacifiées
- Améliorer la qualité des espaces économiques et commerciaux



FAVORISER LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES HABITANTS

- Protéger les milieux aquatiques (zones humides, lacs, cours d'eau...),
- Préservant les structures agroécologiques pour limiter le ruissellement et l'érosion des terres,
- Limitant l'imperméabilisation des sols en encourageant la végétalisation et la désimperméabilisation,
- Sécurisant l'approvisionnement en eau potable quantitativement et qualitativement, et promouvoir les économies d'eau.

ATTÉNUER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Réduire l'exposition aux risques technologiques et naturels (inondations, incendies) et les émissions de Gaz à Effet de Serre
- Réduire les consommations énergétiques (rénovation de l'habitat, réduction des kilomètres parcourus...)
- Favoriser le mix énergétique tout en s'inscrivant dans les enjeux de préservation du paysage par le développement photovoltaïque, la valorisation de la biomasse...

3.3. Document d'Orientation et d'Objectifs

Qu'est-ce que le Document d'Orientation et d'Objectifs ?



→ Le DOO est le fascicule des règles du SCOT, issues de la déclinaison des orientations du PAS. Il reprend l'ensemble des prescriptions qui se déclineront dans les Plans locaux d'urbanisme (PLU), de l'habitat (PLH), Plans de mobilité (PDM), Plans Climat Air Énergie (PCAET)...

- Une trame identique entre les objectifs du (PAS) et leur traduction (DOO).
- Le DOO du SCOT du Pays Lédonien compte **73 prescriptions**.

Réduire fortement l'artificialisation des sols, lutter contre l'étalement urbain

Appliquer la trajectoire du SCoT dans les PLUi :

- Respecter les **plafonds fonciers** pour le développement urbain à l'échelle de chaque EPCI
- Préciser à l'échelle des EPCI les **enveloppes foncières** selon la vocation.
- Mener une **réflexion à l'échelle de chaque projet** pour chercher à limiter l'artificialisation des sols.
- **Protéger** de l'urbanisation les **terres agricoles** de bonne valeur agronomique, les espaces stratégiques pour l'agriculture et leur fonctionnement, les espaces naturels remarquables, ...

	Plafond 2021-2045 (24 ans)
ECLA	148 ha
CCBHS	139 ha
CCPJ	60 ha
TEC	153 ha
Projets d'échelle SCOT	25 ha
TOTAL SCOT	525 ha

S'appuyer en priorité sur les espaces existants pour accueillir le développement futur :

- **Identifier** les bâtiments à réutiliser, les friches à exploiter et le foncier disponible dans l'espace urbanisé à utiliser en priorité pour le développement et éviter de s'étendre sur les espaces agricoles et naturels.
- **Développer en priorité dans les centralités** des communes ou à proximité avec des liaisons douces vers la centralité.

Objectifs :
40% des logements à produire sans consommer de foncier et un taux de vacance de 7% à ne pas dépasser.

Développer un territoire en réseau

Affirmer l'attractivité du Pays Lédonien en région :

- Positionner le Pays Lédonien comme une **porte d'entrée** de la région sur l'axe Strasbourg /Lyon.
- S'appuyer sur des **sites et infrastructures majeures** comme le pôle urbain de Lons-le-Saunier et ses services principaux tels que le réseau ferré existant, les itinéraires routiers d'intérêt régional, l'hôpital (à conforter)...

S'appuyer sur l'armature urbaine du territoire pour garantir un équilibre :

- Se baser sur l'**armature urbaine** du Pays Lédonien pour organiser le développement.
- **Accueillir les équipements et services** en priorité dans les **centralités** des communes.
- **Relier les nouveaux projets aux centralités** ou aux principaux arrêts de transports en communs par des liaisons douces.

Garantir un bon accueil des populations sur le territoire et produire une offre de logement diversifiée :

- Des **objectifs de production** de logements fixés pour chaque EPCI
- **Encourager la mixité sociale** et générationnelle en influant sur les formes urbaines, les logements aidés, ...
- **Diversifier les formes urbaines** pour permettre d'améliorer la qualité du cadre de vie
- **Proposer des formes d'habitat variées** adaptées à la densification de chaque espace en pensant à : la hauteur, l'emprise au sol, les distances entre les bâtiments, ...

Intercommunalité	Objectifs de production de logements entre 2025 et 2045
CA Espace Communautaire Lons Agglomération	2 360 logements
CC Bresse Haute Seille	1 260 logements
CC Terre d'Émeraude Communauté	1 500 logements
CC Porte du Jura	720 logements
SCoT du Pays Lédonien	5 840 logements

Conforter les ressources locales

Harmoniser les stratégies d'accueil des activités économiques

- **Prioriser l'accueil des activités économiques au sein du tissu urbain** existant, dans les centralités ou à proximité à condition que celles-ci soient compatibles avec les besoins des habitations.
- Favoriser le développement d'activités économique, notamment tertiaires, **aux abords des gares** présentes sur le territoire
- **Préciser les besoins d'espaces pour les ZAE** en fonction du type de zones et selon la hiérarchie : Zones structurantes d'intérêt régional ; zones stratégiques d'intérêt communautaire ; Espaces économiques locaux.

Privilégier l'accueil au sein des espaces existants

- **Mobiliser d'abord le potentiel foncier au sein des espaces existants** (identifier les friches et bâtiments vides, analyser les capacités de densification, mutualiser et optimiser des espaces...)
- **Améliorer la qualité des zones économiques et commerciales** (améliorer la desserte de la zone, avoir une meilleure intégration paysagère, développer les énergies renouvelables...)

Favoriser une offre commerciale et équilibrée

- Tous les commerces s'implantent prioritairement dans les **centralités** des communes.
- Le territoire définit des **règles pour l'implantation des commerces** selon la fréquence d'achats et le niveau de la commune dans l'armature commerciale.
- Les **grands commerces** (> 300 m² de surface de vente) qui ne peuvent s'implanter en centralité doivent s'installer dans les zones commerciales définies par le territoire (les SIP)
- Dans ces SIP, il est **interdit d'implanter du petit commerce** de proximité (commerces < 300m², galeries commerciales)
- **Interdiction du commerce de flux** (le long des routes, etc.)

L'offre touristique, un pilier majeur de l'essor économique

- **Protéger les zones à fortes sensibilités paysagères** (vignoble du Revermont, la Petite Montagne, le plateau des lacs) d'aménagements qui va impacter le paysage
- **Encadrer la qualité des projets** et leur insertion dans le paysage aux abords des lieux de visites et des itinéraires de découverte

- **Protéger les vues depuis les belvédères** et aménager de manière sobre les belvédères pour l'accueil des touristes

Préserver le cadre de vie

Préserver la qualité des paysages

- **Protéger les silhouettes bâties** de qualité des villes et villages et requalifier celles qui sont dégradées.
- **Tenir compte des paysages du quotidien** / ordinaire pour garantir des projets cohérents avec l'histoire des lieux
- Recréer des **entrées de villes** et villages pacifiées
- Réfléchir le développement de chaque commune selon son **implantation géographique** et selon sa morphologie afin de préserver le paysage et lutter contre l'étalement urbain

Préserver la biodiversité et la ressource en eau

- **Protéger les réservoirs de biodiversité** et les continuités écologiques de l'urbanisation.
- **Protéger les zones humides et** les ressources en eau.
- **Végétaliser les espaces urbains** avec des espèces locales et adaptées au climat.
- **Sensibiliser au monde naturel** et sa préservation par des aménagements légers, sobres, et de la communication.

Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer les causes

- **Renforcer la prise en compte des risques**, en particulier les risques accentués par le changement climatique.
- Conditionner l'urbanisation à la **capacité en eau potable et en assainissement** en cherchant à faire des économies d'eau vu qu'elle devient plus rare (améliorer les réseaux, récupérer l'eau de pluie...)
- **Réduire les consommations énergétiques** et les émissions de gaz à effet de serre (en améliorant la performance énergétique des logements, en diminuant l'usage de la voiture, ...).
- **Développer les énergies renouvelables** du territoire en priorité sur les espaces artificialisés et dans les zones d'activités économiques.

4. L'articulation du SCoT avec les documents supérieurs



Les documents d'urbanisme doivent respecter des règles qui leur sont imposées par les lois et règlements et les orientations de documents dits de rang supérieur. Les orientations figurant dans le SCoT doivent tenir compte de cette hiérarchie entre les documents qui s'est construite autour de 2 rapports d'opposabilité respectant le principe de libre administration des collectivités territoriales :

- la **compatibilité**, qui implique de respecter l'esprit de la règle c'est-à-dire que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application de celles du document de rang supérieur ;
- la **prise en compte** qui induit de ne pas s'écarter de la règle, c'est-à-dire de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document et de motiver toute disposition contraire.

Le SCoT doit être conforme avec les principes généraux du droit (loi ALUR, Climat et Résilience, Montagne, Littoral, Code de l'Urbanisme, Code de l'Environnement, ...).

Il est chargé d'intégrer les documents de planification supérieurs et devient ainsi le document pivot : le SCoT est « **intégrateur** », ce qui permet aux PLU/PLUi et cartes communales de ne se référer juridiquement qu'à lui. À l'échelle intercommunale locale, il assure ainsi la cohérence des documents thématiques intercommunaux (PLH, PDM, PCAET), des plans locaux d'urbanisme intercommunaux ou communaux et des cartes communales qui doivent tous être compatibles avec les orientations du SCoT.

Conformément aux dispositions de l'article L131-1 du code de l'urbanisme, le **SCoT du Pays Lédonien** doit être compatible avec :

Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne des Lois Montagne et Littoral	<p>Le SCoT s'inscrit dans le cadre de la Loi Montagne en veillant à réduire la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers, limiter fortement le mitage des zones de montagne, en préservant les paysages et espaces naturels caractéristiques des espaces montagnards du territoire et en veillant à protéger les berges des plans d'eau par des dispositions tenant compte de leur superficie.</p> <p>Le SCoT s'inscrit dans le cadre de la Loi Littoral en définissant des objectifs et prescriptions permettant de limiter le mitage urbain autour du lac de Vouglans et de protéger les berges. Il définit également les coupures vertes à maintenir, indispensables à la préservation des paysages et des écosystèmes caractéristiques.</p>
Les règles du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) & Prise en compte des objectifs du SRADDET	Le SCoT répond favorablement aux règles et orientations du SRADDET. Il contribue au confortement des centralités tout en s'attachant à limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, à limiter l'artificialisation des sols. Il participe à l'adaptation du territoire au changement climatique (gestion des risques, des ressources en eau, des consommations d'énergie ...). Il intègre ainsi les diverses dimensions environnementales (risques, biodiversité, ressources en eau, mobilités ...).
SDAGE Rhône-Méditerranée (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)	Le SCoT répond favorablement aux orientations du SDAGE. Il décline des objectifs en faveur d'une gestion équilibrée de la ressource en eau en conditionnant le développement démographique, économique, touristique à la disponibilité de la ressource en eau. Il s'assure de la préservation et de la valorisation des milieux aquatiques et de la trame verte et bleue, de la préservation des zones humides et cible ces espaces

	comme prioritaires pour la restauration... Il veille à prévenir les pollutions (notamment domestiques). De manière transversale, il contribue à promouvoir l'adaptation du territoire au changement climatique.
PGRI Rhône-Méditerranée (Plan de Gestion des Risques d'Inondation)	Le SCoT répond favorablement aux orientations du PGRI. Il contribue à assurer la prévention et la réduction du risque d'inondation à la source en limitant l'artificialisation des sols et leur imperméabilisation, en préservant les champs d'expansion des crues et axes préférentiels d'écoulement des eaux et en favoriser une gestion des eaux pluviales plus respectueuse du cycle de l'eau (transparence hydraulique). Il contribue également à la bonne prise en compte des risques naturels dans les documents de planification et les projets d'aménagement.
Charte du Parc Naturel Régional du Haut-Jura	<p>Le SCoT est en cohérence avec les objectifs et mesures de la Charte du PNR 2010-2025. Il contribuera à l'atteinte des objectifs fixés particulièrement dans les domaines suivants : la préservation et la valorisation des patrimoines naturels, paysagers et bâtis, la préservation des ressources naturelles (énergétiques, ressource en eau), le développement d'une économie locale à haute valeur ajoutée respectueuses du territoire, notamment dans les domaines de du tourisme et de l'agriculture.</p> <p>Le SCoT est également en cohérence avec les objectifs et mesures de la Charte du PNR 2026-2041. Il permet de renforcer les dispositions prévues concernant la réduction de la consommation foncière, la préservation de la biodiversité et des trames vertes et bleues, la prise en compte des caractéristiques paysagères du territoire. Il permet également de renforcer les dispositions concernant le développement des filières économiques locales</p>
Schéma Départemental des Carrières du Jura	<p>Le SCoT contribue transversalement à promouvoir des formes urbaines plus sobres en matériaux en renforçant la logique de proximité et de densification des enveloppes urbaines. Il évoque également la question de la remise en état de certaines carrières dans les secteurs de rupture des continuités écologiques.</p> <p>Le SCoT ne n'évoque pas spécifiquement le maintien des capacité d'approvisionnement du territoire en matériaux mais aucune des dispositions du SCoT ne va à l'encontre. Le SCoT est donc en cohérence avec le Schéma Départemental des Carrières du Jura.</p>

5. Profil environnemental, synthèse des enjeux

Légende : Priorité de l'enjeu

■ FORTE ■ MODÉRÉE ■ FAIBLE

5.1. Cadre physique et ressource en matériaux

À RETENIR

Un climat contrasté entre la plaine (climat semi-continental) et les plateaux (climat montagnard) : un relief croissant d'ouest en est, des températures qui diminuent avec l'altitude, une pluviométrie plus importante d'ouest en est.

Un sous-sol aux caractéristiques diversifiées (marnes et marno-calcaire dans le faisceau lédonien, argiles et cailloutis dans la plaine bressane, calcaires sur les plateaux) conditionnant la ressource en eau, la qualité des sols avec des évolutions distinctes liées au changement climatique.

18 carrières sur le territoire dont 13 exploitants essentiellement pour le calcaire.

ÉVOLUTIONS ET TENDANCES

Une évolution du climat observé sur le territoire : hausse des températures, avec des hivers plus doux et plus arrosés, des étés plus chauds et plus secs, un enneigement moins important, et des événements météorologiques extrêmes plus fréquents.

ATOUTS	FAIBLESSES
Une production de matériaux excédentaire, avec des exportations, notamment vers la Suisse, et des ressources suffisantes pour répondre aux besoins à moyen terme.	L'impact paysager des carrières, exploitations à ciel ouvert hors d'eau, et les incidences en termes d'émissions de GES et de consommation d'énergie lié au transport routier de granulats.

ENJEUX	
La lutte contre le changement climatique : limitation de l'imperméabilisation des sols afin de réduire les îlots de chaleur urbains et maintenir les puits de carbone (espaces naturels, agricoles et forestiers) ; réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les domaines de la mobilité, du résidentiel-tertiaire, de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, ...	■ FORTE
L'adaptation au changement climatique : impact sur la ressource en eau et sur le risque inondation, augmentation des effets de retrait/gonflement des sols argileux, construction des logements (isolation, fondations), réduction de l'enneigement pour les loisirs, impact sur la végétation et les cultures.	■ FORTE
Les conditions d'urbanisation (procédure UTN pour les projets touristiques, principes d'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation, limitation du mitage) et la préservation des terres agricoles dans les fonds de vallée dans les communes concernées par la loi Montagne	■ MODÉRÉE
La satisfaction des besoins en matériaux sur le long terme privilégiant le principe de proximité, dans le respect de la qualité de vie des populations riveraines (paysage, poussières ...)	■ FAIBLE

5.2. Milieux aquatiques et ressource en eau

À RETENIR

De nombreux cours d'eau appartenant aux sous-bassins versants de l'Ain (Haute et Basse Vallée), de la Bienne, de la Loue, de la Seille, du Suran et de la Valouse. De nombreux lacs et étangs principalement recensés dans la Bresse jurassienne et le second plateau.

13 communes riveraines du lac de Vouglans sont concernées par la loi Littoral.

Une ressource en eau principalement prélevée dans les masses d'eau souterraines (nappes alluviales et karstiques).

8 captages prioritaires décrits par le SDAGE, tous concernés par la problématique de pollution par les pesticides, et trois de ces captages par la pollution par les nutriments.

9 zones de sauvegarde sur le territoire, 4 zones sensibles aux pollutions par le phosphore et l'azote, et 5 zones exploitées.

Une gestion de l'eau réalisée essentiellement en régie.

16 centres d'incendie et de secours et un poste avancé d'intervention.

ÉVOLUTIONS ET TENDANCES

Peu d'améliorations constatées pour l'état écologique des cours d'eau, voire une dégradation pour certains. Cette situation pourrait encore se dégrader sous l'influence du changement climatique : augmentation de la température de l'eau et aggravation des étiages (des étiages de plus en plus longs et forts, limitant le pouvoir de dilution dans les cours d'eau).

Une amélioration de la qualité chimique et écologique des lacs et plans d'eau.

Une diminution de la consommation par abonné ces dernières années du fait de la sensibilisation des consommateurs, des équipements plus économes, ou encore l'augmentation de la récupération et l'utilisation d'eau pluviale.

Une intensification des sécheresses générant un accroissement des besoins en eau.

ATOUTS	FAIBLESSES
Une qualité chimique des cours d'eau globalement bonne. Un bon état chimique et écologique pour la quasi-totalité des lacs du territoire. Des masses d'eau souterraines présentant un bon état qualitatif et quantitatif.	Un état écologique des cours d'eau globalement médiocre pour les affluents de la Seille. Des masses d'eau souterraines qui restent relativement vulnérables aux diverses sources de pollution. Une gestion de l'eau potable s'appuyant sur des unités de gestion de petite taille, ne favorisant pas une gestion cohérente (modification avec transfert de compétence aux intercommunalités). Des rendements des réseaux qui s'améliorent mais qui restent encore bas sur de nombreuses communes. De nombreux cas de dispositifs d'assainissement présentant des cas de non-conformité de la collecte ou de l'équipement parfois les deux. Des systèmes d'assainissement en non-conformité, tant aux niveaux ANC qu'au niveau des stations d'épuration. 13% de points d'eau seraient indisponibles d'après le SDIS 39.

ENJEUX	
Les conditions d'urbanisation dans les communes concernées par la loi Littoral.	
La préservation de la qualité de la ressource en eau par notamment la lutte des pollutions diffuses notamment les nappes alluviales dans la plaine bressane et les nappes karstiques dans le plateau des lacs (Clairvaux-les-Lacs, etc.).	
Une qualité écologique et chimique des masses d'eau superficielles à protéger, préserver et /ou restaurer.	
Répondre aux objectifs fixés par le Programme de Mesure du SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 sur la protection de la ressource en eau.	
Prendre en compte les problèmes quantitatifs de la ressource en eau (étiages longs, assèchement des rivières, prélèvements dans les nappes).	
Une mise aux normes des systèmes d'assainissement (réseaux et station d'épuration) à anticiper.	
L'adéquation des besoins en ressource en eau potable à évaluer pour chaque unité de gestion de l'AEP en raison de la grande dispersion de la ressource et du manque d'interconnexion et de sécurisation de l'AEP.	
L'organisation du développement du territoire (résidentiel, économique, touristique...) en cohérence avec la ressource en eau potable et les capacités de traitement des infrastructures existantes ou en projet.	

5.3. Milieux naturels et biodiversité

À RETENIR

Des milieux remarquables faisant l'objet de protection ou d'inventaires (Natura 2000, ZNIEFF...) dans les secteurs de la Petite Montagne, de la Plaine Bressane et des reculées, du Haut-Jura : milieux forestiers (chênaies-charmaies, hêtraies, forêts de ravin), milieux ouverts (pelouses sèches, prairies), milieux humides (prairies humides, marais, tourbières), milieux aquatiques (plans d'eau, sources pétrifiantes avec formation de tuf, ruisseaux abritant des écrevisses à pattes blanches) et milieux rocheux (corniches calcaires, reculées, grottes).

Des zones humides bien présentes sur le territoire, avec une concentration importante sur les secteurs de la Petite Montagne, de la Plaine Bressane et du Plateau des Lacs, mais également de manière plus localisée sur le reste du territoire, et qui disparaissent au fil des années.

Une nature ordinaire participant à la qualité des espaces : 43 % de terres agricoles dont les 2/3 sont en prairies, la forêt représentant presque 50 % du Pays Lédonien. Les terres cultivées se situent principalement à l'ouest du territoire.

Une hétérogénéité du paysage favorable aux continuités écologiques : de vastes corridors paysagers où les connexions écologiques se font de façon multidirectionnelle et englobent des milieux naturels variés : ensemble de prairies, pelouses sèches, haies, bosquets, forêts, mares, petites zones humides...).

Des secteurs d'enjeux forts des continuités écologiques forestières et herbacées, notamment situés sur la Petite Montagne du Jura et la Bresse. 19 secteurs avec restauration à envisager.

ÉVOLUTIONS ET TENDANCES

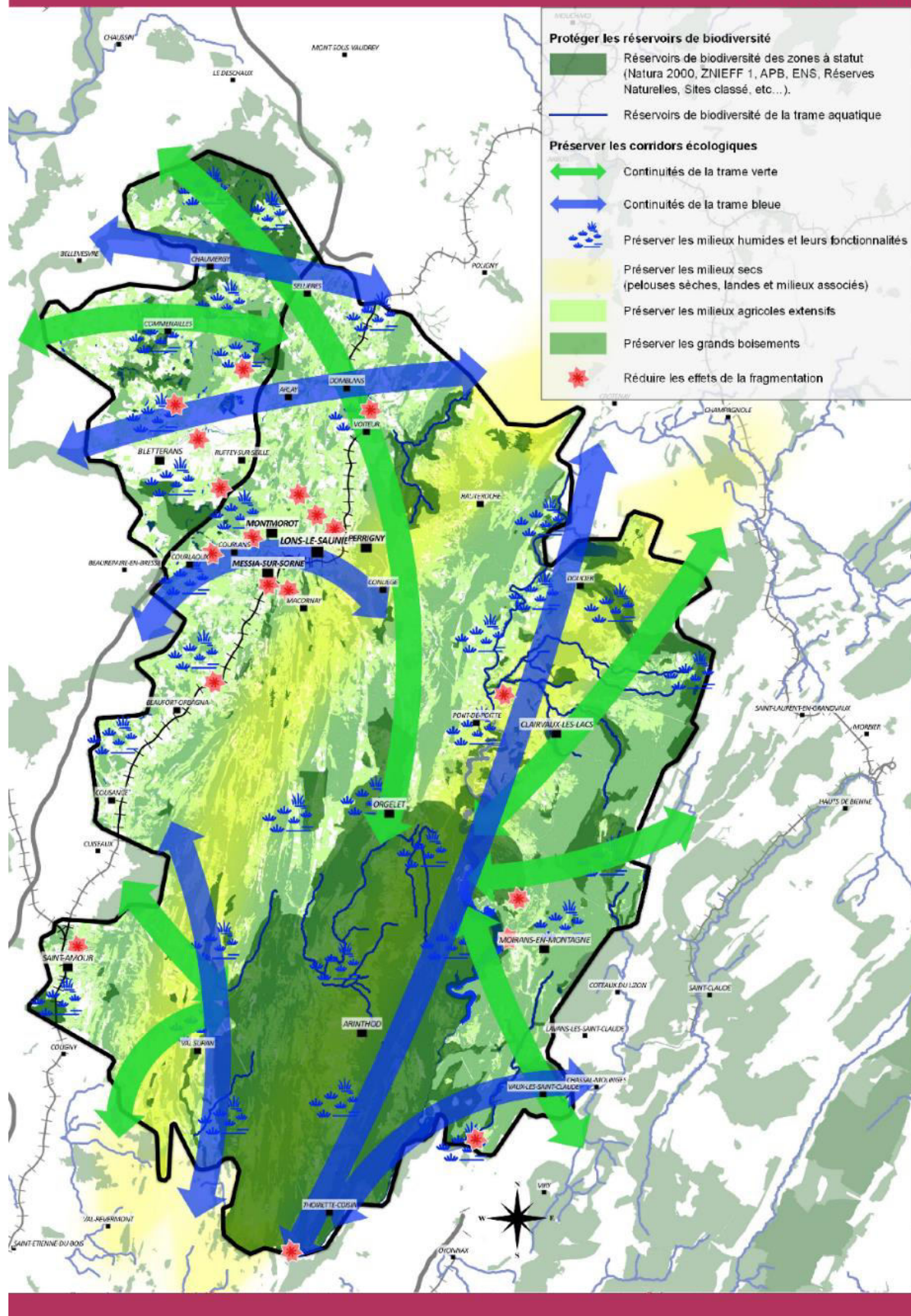
Une diminution de la SAU depuis 2000 pour ECLA, en opposition avec l'augmentation de la SAU pour Terre d'Émeraude Communauté et Porte du Jura depuis 2000.

Le changement climatique entraîne de graves conséquences sur les milieux naturels et la biodiversité. Les perturbations du climat s'ajoutent aux pressions exercées par les activités humaines (augmentation des sécheresses, modification du cycle de l'eau, évolution des dates de migrations de certains oiseaux...). En parallèle, les différents dispositifs et zonages de protection de la biodiversité et des milieux naturels mis en place contribuent à leur préservation.

ATOUTS	FAIBLESSES
<p>Un territoire rural dominé par la forêt et les zones agricoles, où les espaces urbanisés ne représentent que 3% du territoire.</p> <p>De nombreux milieux remarquables en bon état de conservation.</p> <p>9 réservoirs biologiques identifiés par le SDAGE.</p> <p>Une perméabilité écologique terrestre et aquatique globalement satisfaisante sur l'ensemble du territoire.</p>	<p>Des éléments aux caractéristiques fragmentantes fortes notamment sur la partie de la Bresse (artificialisation plus conséquente et plus dense ; deux structures linéaires d'envergure et parallèles qui partagent le territoire, la voie ferrée et l'A39 ; des étendues forestières de taille plus modeste que sur le reste du territoire).</p>
ENJEUX	
La préservation des espaces naturels remarquables (Natura 2000, APPB, RNR, RNN, réserve biologique forestière, sites gérés par le conservatoire des espaces naturels...) dans les secteurs de la Petite Montagne, de la Plaine Bressane et des reculées.	
Le maintien des zones humides, présentes majoritairement dans la Plaine Bressane (vallées de la Seille et de la Vallière), les secteurs de la Petite montagne (vallées du Suran et de la Valouse) et du Plateau des lacs, pour leur rôle plurifonctionnel (diversité biologique, régulation du débit des cours d'eau, épuration des eaux...)	
La préservation ou la restauration de la trame verte et bleue afin de ne pas créer de nouveaux conflits lors du développement de l'urbanisation et des infrastructures de transport, ainsi que la réduction de la pollution lumineuse afin de préserver la trame noire du territoire.	
Pour les espaces agricoles et forestiers, l'équilibre entre pérennité de l'activité économique, maintien d'une biodiversité diversifiée, développement de l'urbanisation et entretien du paysage	
Le maintien d'un équilibre entre le développement économique et urbanistique du territoire et la préservation des habitats naturels essentiels à la diversité faunistique et floristique qui jouent un rôle primordial dans l'identité paysagère lédonienne et de fait, son attractivité touristique.	

Carte de la Trame Verte et Bleue

SCoT du Pays Lédonien



5.4. Risques naturels et technologiques

À RETENIR

Le Pays Lédonien est touché par divers risques technologiques auxquels la population est potentiellement exposée : présence de plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) mais aucun plan de prévention des risques technologiques, un risque de transport de matières dangereuses par voies routières et par canalisation, et un risque de rupture de barrage, en particulier le barrage de Vouglans et de Coiselet.

Le territoire est aussi soumis à des risques naturels. Le risque inondation est particulièrement présent. Quatre Plans de Prévention des Risques inondation sont d'ailleurs approuvés et concernent le territoire. Les principaux mouvements de terrain recensés sur le territoire sont localisés aux alentours de Lons-le-Saunier et Voiteur, au niveau des coteaux et des reculées. De plus, 19 communes appartenant au territoire du SCoT sont concernées par des risques miniers. 16 plans de prévention des risques de mouvement de terrain concernent le territoire. Enfin, 75% des communes du territoire présentent une sensibilité forte (134 communes) ou modérée (16 communes) au risque incendie.

ÉVOLUTIONS ET TENDANCES

Une vulnérabilité des territoires exposés susceptible de s'accroître du fait d'événements et extrêmes météorologiques plus fréquents, plus répandus ou plus intenses mais des dispositifs de prévention et de surveillance développés ainsi qu'une amélioration de la connaissance des risques.

ATOUTS	FAIBLESSES
<p>Des outils de connaissance : études ponctuelles sur les risques inondation et « porter à connaissance » élaborés dans certains secteurs.</p> <p>Plusieurs communes couvertes par des Plans de Prévention des Risques naturels (inondation, mouvement de terrain, multirisques).</p> <p>Le barrage de Vouglans dispose d'un PPI (Plan Particulier d'Intervention).</p> <p>Des évolutions réglementaires, comme l'intégration croissante des enjeux liés aux risques dans l'aménagement du territoire, qui participent à une maîtrise progressive de ces derniers.</p>	<p>Un risque inondation dans la plaine bressane lié aux rivières de la Seille, la Vallière, la Sorne et le Savignard et un phénomène d'inondation par ruissellement possible.</p> <p>Un aléa retrait-gonflement des sols argileux plus présent en plaine bressane (sols composés d'argiles et de cailloutis), des mouvements de terrain recensés aux alentours de Lons-le-Saunier et de Voiteur (reculées) et 19 communes concernées par le risque minier.</p> <p>La présence du risque « rupture de barrage » pour les 10 communes en aval des barrages de Vouglans et Coiselet.</p> <p>Un risque incendie de plus en plus prégnant sur le territoire du fait du changement climatique (sécheresses).</p> <p>Un risque sismique modéré impliquant des normes de construction parasismique.</p> <p>Deux installations classées, SEVESO seuil bas.</p> <p>Un risque lié au transport de matières dangereuses par voies routières et canalisations, concentré dans la plaine bressane.</p>

ENJEUX	
La prise en compte du risque naturel (inondation, sismique, mouvements de terrains) dans le choix de développement de l'urbanisation (secteurs inadaptés, normes de construction, réduction de l'imperméabilisation des sols ...) en sachant que les aléas inondation, retrait-gonflement des argiles risquent de s'aggraver à l'avenir avec le changement climatique (sécheresses, fortes pluies).	
Une attention particulière au risque de rupture de barrage dans les 10 communes en aval des barrages de Vouglans et du Coiselet.	
La prise en compte des risques technologiques (transport de matières dangereuses, ICPE, sites SEVESO, mines) lors des projets d'urbanisation.	
La défense incendie à adapter en fonction des caractéristiques de la commune (réseau d'eau potable, ressources naturelles et artificielles) pour les petites communes et faciliter les accès aux massifs forestiers afin de réduire le risque incendie.	

5.5. Nuisances et pollutions

À RETENIR

Les activités humaines sont sources de nuisances et pollutions (bruit, pollution de l'air, des sols, déchets ...) devant être prises en compte pour la gestion et le développement du territoire. Le Pays Lédonien est en particulier concerné par des nuisances sonores essentiellement liées aux infrastructures de transport (autoroute A39, routes départementales RD1083, RD1078, RD52). Sur le territoire, 7 sites sont aussi recensés en tant que sites pollués ou potentiellement pollués, appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif.

Concernant la qualité de l'air, les oxydes d'azote sont l'un des trois principaux polluants émis sur le territoire, suivi des composés organiques volatiles non méthaniques et de l'ammoniac. Le secteur des transports routiers est responsable à 63% de l'émission des oxydes d'azote, en raison de la consommation de carburants fossiles. De plus, le territoire du Pays Lédonien est concerné par des niveaux de concentration annuelle d'ozone importants, mais très variables d'une année à l'autre car les conditions météorologiques influent fortement la formation de ce polluant.

ÉVOLUTIONS ET TENDANCES

Une augmentation modérée des nuisances sonores liées aux transports en lien avec l'accroissement démographique et la dépendance à la voiture individuelle, contrebalancée avec le développement des modes doux, l'éloignement des habitations des grands axes fréquentés et le développement d'un urbanisme de proximité réduisant les distances à parcourir.

Une diminution des pollutions atmosphériques en lien avec les progrès réalisés dans tous les secteurs, mais une augmentation de l'ozone, polluant dont la formation est particulièrement dépendante des conditions météorologiques, qui sont, quant à elles, amenées à se dégrader. Des efforts qui se poursuivent pour le tri et la valorisation des déchets ménagers.

ATOUTS	FAIBLESSES
<p>Un territoire globalement bien irrigué par des axes structurants.</p> <p>Une qualité sanitaire des eaux de baignade satisfaisante.</p> <p>Une diminution des volumes collectés de déchets ménagers et assimilés malgré une hausse du nombre d'habitants mais des efforts restant à produire pour atteindre une réduction de 15% entre 2010 et 2030 (Loi AGECE) et de 20% entre 2010 et 2031 (PRPGD).</p> <p>Une valorisation matière des déchets ménagers satisfaisante, mais des efforts à faire concernant la réduction des autres déchets et la limitation de l'enfouissement</p>	<p>L'autoroute A39, faisant l'objet d'un classement sonore de catégorie 1.</p> <p>7 sites et sols pollués ou potentiellement pollués.</p> <p>Des émissions de polluants portées par les principaux secteurs consommateurs d'énergie (routier, industrie, habitat) et par l'agriculture.</p> <p>Un bilan de la qualité de l'air préoccupant sur les enjeux de santé des populations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des niveaux d'exposition au-dessus des valeurs de recommandation de l'OMS pour les particules fines - Des niveaux d'exposition au-dessus des valeurs de recommandation de l'OMS pour l'ozone - Des concentrations en Oxydes d'azote (Nox) à prendre en compte dans l'implantation des équipements sur le secteur de Lons-le-Saunier <p>Des capacités départementales de traitement (tri) et de stockage des déchets suffisantes à l'horizon 2020/2026 mais des capacités d'incinération des déchets contraintes.</p>

ENJEUX	
Réduire les émissions de polluants atmosphériques en privilégiant les déplacements de proximité, moins émetteurs de GES, en favorisant des bâtiments plus économes en énergie et en rénovant les vieilles installations de chauffage émettrices de GES et de particules fines.	
Tenir compte des niveaux de concentration et de la proximité à la route dans l'aménagement du territoire	
Préserver la santé des habitants en agissant sur les émissions de polluants atmosphériques, en priorité dans les secteurs plus densément peuplés et dans les secteurs géographiquement enclavés (vallées, etc.).	
La pérennité des activités nautiques (baignade, voile, pêche, kayak, paddle ...) dépend de la qualité des eaux des lacs du territoire.	
La poursuite des démarches engagées pour le recyclage et la valorisation des déchets recyclés mais aussi pour la réduction des déchets à la source notamment par le compostage en milieu rural et urbain afin de réduire les déchets à incinérer	
L'anticipation de l'évolution de la production des déchets du bâtiment et des travaux publics, selon les objectifs de création de nouveaux logements répartis entre construction / démolition-reconstruction / rénovation	
La conciliation des enjeux de densification urbaine et d'implantation de nouveaux sites et équipements pour la gestion des déchets (besoins de PAV, poubelles requises pour le tri, dispositifs pour le compostage ...)	

5.6. Énergie et climat

À RETENIR

Le territoire est concerné par les enjeux de précarité énergétique des ménages, en lien avec un parc de logements à rénover et une dépendance aux transports routiers, dans un contexte de prix énergétiques élevés.

L'agriculture est le deuxième poste d'émissions de GES sur le territoire, en lien avec la présence d'une filière agricole forte et largement tournée vers l'élevage bovin extensif.

Une production d'énergies renouvelables en hausse régulière, soutenue par la hausse de la production solaire et des chaufferies bois.

Une part importante de la production hydroélectrique (56% en 2018) et en particulier de la production du barrage de Vouglans (95% de la production hydroélectrique en 2018).

Une consommation de bois de chauffage (ménages, chaufferies collectives, etc.) importante sur le territoire, en cohérence avec la production forestière locale et la filière bois.

La séquestration du carbone est largement portée par les espaces boisés (98% de la séquestration). Elle représente l'équivalent de près de la moitié des émissions de GES de 2018.

ÉVOLUTIONS ET TENDANCES

Des consommations d'énergie globales en légère hausse entre 2012 et 2018, mais des variations sectorielles plus importantes :

- Une hausse des consommations énergétiques des transports routiers, premier secteur de consommation, mais également d'émissions de GES, en lien avec une augmentation du trafic routier sur le territoire (axes de transit et déplacements journaliers) ;
- Une baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES du résidentiel, en raison d'une rigueur hivernale moins importante principalement. Il s'agit de second poste de consommation d'énergie mais seulement du quatrième poste d'émissions de GES, notamment en lien avec la part du bois dans le chauffage (moins émetteur de GES) ;
- Une hausse des consommations d'énergie et des émissions de GES du secteur industriel depuis 2010 (troisième poste), en raison du dynamisme économique globale du secteur sur le territoire, malgré des variations ponctuelles et localisées.

ATOUTS	FAIBLESSES
<p>Une trajectoire énergétique fixée par les documents cadres (loi de transition énergétique, loi Énergie et Climat, loi ALUR, loi Climat et Résilience, objectifs du Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables, Plan Climat Air Énergie Territorial...)</p> <p>L'hydroélectricité et le bois, les deux principales sources d'énergies renouvelables sur le territoire.</p> <p>Des émissions de GES du Pays Lédonien relativement stables dans le temps.</p>	<p>Une légère tendance à l'augmentation des consommations énergétiques selon les secteurs</p> <p>Une forte contribution des transports routiers et du résidentiel dans les consommations d'énergie</p> <p>Une dépendance aux énergies fossiles</p> <p>Un part de logements anciens et énergivores</p> <p>Un déséquilibre entre l'offre de logements et la structure des ménages, pouvant constituer un facteur aggravant de la situation de précarité des ménages</p>

ÉNERGIE ET CLIMAT	
Renforcer la place dédiée aux mobilités actives dans les centres et affiner le maillage du territoire en alternatives à la voiture	
Préserver les puits de carbone sur le territoire : santé des forêts, pratiques agricoles et organisation de l'espace agricole, végétalisation des espaces urbains, préservation des zones humides.	
Préserver les ressources en énergies renouvelables : santé des forêts et ressource hydraulique.	
Structurer localement et à l'échelle régionale les filières de production d'énergie renouvelable et assurer la présence des équipements et entreprises nécessaire, sur l'ensemble de la filière.	
Augmenter la production d'énergie solaire, méthanisation, etc., en cohérence avec les enjeux environnementaux du territoire.	
Maintenir l'attractivité dans les centres-bourgs principaux (commerces, services) et rénover les centres et villages afin d'adapter l'offre de services et de logements au parcours des ménages pour limiter la construction neuve et les situations de précarité énergétique, et limiter l'éloignement entre le lieu de résidence et d'emploi	
Aménager les zones d'activités en cohérence avec les besoins de mobilité des actifs et des marchandises pour accompagner la réduction des émissions de GES	

6. Analyse des incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement

Légende : Effets du SCoT : ■ Positives ■ Neutre ■ Négatives ■ Très négatives

6.1. Limitation de la consommation et préservation des sols

Évaluation des objectifs du PAS

La réduction de la consommation foncière et la préservation des espaces agricoles est une préoccupation forte du projet de PAS qui entend concilier développement urbain et préservation des ENAF, notamment en favorisant les opérations de renouvellement urbain et des formes d'habitat denses, en fonction du niveau de polarités affecté à chaque commune. Le projet vise ainsi une répartition des enveloppes de consommation par EPCI. La baisse du rythme de consommation d'espace sera progressive de l'ordre de 50,9% sur la première période jusqu'à atteindre une réduction de 65% des espaces artificialisés sur la dernière période.



Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
Le maintien d'un équilibre entre espaces urbains et espaces naturels, agricoles et forestiers	■	Limitation directe de la constructibilité de ces espaces Analyse de la valeur agricole pour préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières
	■	Soutien de la filière sylvicole et protection des lisières forestières
	■	Identification des espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation, ces coupures sont classées en zone agricole ou naturelle en interdisant toute nouvelle urbanisation
	■	Possibilité de construction à vocation agricole, sylvicole ou dans le cadre des autres activités déjà présente au sein de ces espaces.
La limitation de la consommation de nouveaux espaces	■	Utilisation d'un taux de croissance annuel démographique de +0.06% pour chaque intercommunalité dans la définition des besoins de logement Le SCOT entraînera nécessairement une consommation d'espace à des fins de développement résidentiel ou économique évaluée à environ 261 ha d'ici 2030 et 239 ha d'espaces artificialisés entre 2031 et 2045 et une enveloppe de 25 ha pour les équipements d'intérêt collectif.
	■	Des objectifs chiffrés sur la consommation de logements sans consommation de foncier sont définis par intercommunalité. L'objectif fixé par le SCOT est de tendre progressivement vers un taux de vacance maximal de 7% à l'horizon 2045 par intercommunalité
	■	Réinvestissement des friches, le patrimoine existant (rénovation, réhabilitation), les zones déjà artificialisées/urbanisées, créer des étages supplémentaires sur les bâtiments existants
	■	Recours à l'extension dans un 2 nd temps.
Développement urbain de proximité	■	Privilégier l'accueil des nouveaux projets dans les centralités des communes ou à proximité.

Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
		Privilégier les connexions (voiries, liaisons aux arrêts de transport en commun, réseaux techniques etc.) sur le réseau existant
	■	Diversification des formes urbaines
	■	Renforcer les fonctions commerciales des centralités urbaines et rurales Maintenir et développer le commerce de détail de proximité en interdisant l'accueil de certains types de commerce (fonction de leur surface) en dehors des centralités.
<p>Conclusion</p> <p>La réduction de la consommation foncière et la préservation des espaces agricoles et naturels est une préoccupation forte du projet de SCoT</p> <p>Il prévoit une urbanisation en priorité dans l'enveloppe urbaine pour l'habitat ou le développement économique et fixe des objectifs et éléments de méthode en la matière. Il diversifie les formes urbaines, densifie et décline des principes de mutualisation du foncier à toutes les échelles (de l'intercommunalité au projet).</p> <p>Les incidences globales de l'application du SCoT sur la consommation foncière seront de 261ha à l'horizon 2030 puis 239 ha d'espaces non artificialisés à l'horizon 2045 et une enveloppe de 25 ha à l'échelle du Pays Lédonien pour des équipements d'intérêt collectif. Ainsi les effets de la révision du SCoT par rapport au scénario tendanciel apparaissent particulièrement positifs.</p> <p>Dans un contexte de pression foncière importante, une attention particulière devra être accordée à la qualité des aménagements, quel que soit la vocation, afin de pouvoir préserver les qualités paysagères, architecturales et écologiques du territoire ainsi que la qualité du cadre de vie.</p> <p>Un suivi de la densité réelle au sein des aménagements s'avèrerait intéressant pour mieux la maîtriser au fil du temps</p>		

6.2. Préservation de la biodiversité et restauration des continuités

Évaluation des objectifs du PAS

Les enjeux liés à préservation des continuités écologiques et de la biodiversité est une dimension bien intégrée dans le PAS. Il affirme en effet la volonté de contribuer à préserver le patrimoine naturel remarquable comme les espaces de fonctionnalité complémentaires qui sont indispensables à l'équilibre des écosystèmes. Un effort particulier est porté à la protection des structures paysagères et des éléments de nature au sein des espaces urbains ainsi qu'à la remise en bon état des continuités écologiques dégradées qui constituent également des composantes essentielles des trames vertes et bleues.



Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
Préservation des espèces et des espaces patrimoniaux et de la nature ordinaire	■	Protection stricte des réservoirs de biodiversité de la trame verte et bleue pour toutes les sous-trames (réservoirs de biodiversité à statut, réservoirs de biodiversité complémentaires et réservoirs de biodiversité des espaces bocagers, pelouses sèches et milieux rocheux.
	■	Développement urbain sous conditions dans les réservoirs de biodiversité incluant des zones urbaines
	■	Pression accrue liée au développement des activités économiques, de la production en logements et du développement de l'offre touristique Possibilités d'incidences localisées sur des milieux sensibles (ex. zones humides, réservoirs forestiers etc.) du fait des projets de

Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
		développement (tous types de projets mais particulièrement extension des ZAE)
	■	Réalisation d'inventaires complémentaires (milieux humides)
	■	Mise en œuvre de la séquence ERC
Limitation de la fragmentation des espaces naturels et maintien des corridors	■	Préservation de la matrice naturelle, forestière et agricole
	■	Limitation importante de la consommation d'espace, des phénomènes de mitage et conurbation
	■	Développement prioritaire au sein de l'enveloppe urbaine
	■	Protection et restauration des corridors paysagers, écologiques « contraints » et discontinus.
	■	Mise en évidence également de corridor d'enjeu local
	■	Remise en bon état les 19 continuités écologiques menacées et contribuer à la restauration de ces milieux fragilisés
	■	Limitation des pollutions lumineuses aux abords des espaces naturels
Préservation des composantes de la qualité de la matrice naturelle et des éléments contribuant à la bonne fonctionnalité	■	Préserver les structures paysagères et éléments de nature plus ordinaire au sein des espaces ruraux et urbains (mares, arbres isolés, réseaux de haies, alignements d'arbres, etc.)
	■	Création d'une zone tampon avec inconstructibilité autour des mares
	■	Maintenir et rendre inconstructible les coupures vertes et agricoles
Développement de la trame verte et bleue urbaine	■	Maintenir ou créer des continuités naturelles en milieux urbain
	■	Identifier et protéger les milieux naturels en espaces urbains (cours d'eau ou vallon, zones humides, mares, bosquets, etc.) et leurs espaces de fonctionnalité
	■	Identifier et protéger les éléments structuraux de la trame verte urbaine (parcs urbains, espaces collectifs ou publics plantés, parcs arborés privés etc.)
	■	Végétaliser les espaces urbains (coefficient de pleine terre)
	■	Privilégier les clôtures végétales
	■	Une attention particulière est portée à la pollution lumineuse afin de préserver la trame noire et d'éviter l'implantation de nouvelles sources de lumière
Conclusion <p>À l'aune des évolutions tendanciennes et des mesures qu'il prévoit, le SCoT aura des effets majoritairement positifs sur la biodiversité. Il contribue en effet à préserver le patrimoine naturel remarquable, comme les espaces fonctionnalité complémentaires qui participent de leur préservation et de leur valorisation. Un effort particulier est porté à la définition et à la protection des continuités écologiques qui sont indispensables à l'équilibre des écosystèmes. Il définit également un principe de restauration de certains secteurs ou milieux sous pression.</p> <p>Enfin le SCoT par l'intermédiaire des exigences qualitatives définies pour les nouveaux aménagements contribuera à préserver et renforcer les trames vertes urbaines.</p> <p>Les développements prévus entraîneront nécessairement une consommation d'espace et des impacts localisés, mais ceux-ci pourront être limités par la mobilisation de la séquence éviter-réduire-compenser rappelée dans le SCoT.</p>		

6.3. Préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Évaluation des objectifs du PAS



À l'aune des évolutions tendanciennes et des objectifs qu'il prévoit, le PAS aura un effet positif sur la préservation de la qualité de la trame bleue. Il aura également un effet positif sur la préservation des ressources stratégiques pour l'eau potable grâce à la maîtrise de l'occupation des sols. Toutefois le développement résidentiel et économique s'accompagnera d'une augmentation des besoins en eau dans un contexte de grande fragilité des nappes. Par ailleurs, bien que le PAS définisse des objectifs pour les limiter au maximum, le risque de pollutions pourrait être grandissant, en raison de l'accroissement global des pressions notamment touristiques et d'une nécessité de mettre à niveau un certain nombre d'équipements d'assainissement. Enfin la réalisation du scénario SCoT entraînera forcément un accroissement de l'imperméabilisation des terrains, mais le rythme devrait largement décroître par l'intermédiaire des objectifs de réduction de la consommation d'espace et de limitation de l'imperméabilisation.

Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
Préservation de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des rejets et pollutions	■	Préservation des éléments de la trame bleue : cours d'eau, milieux rivulaires, zones humides
	■	Définition d'une zone tampon pour la protection des cours d'eau hors zones urbaines
	■	Prescriptions pour limiter les rejets directs dans les milieux récepteurs
	■	Prescriptions concernant l'adéquation des systèmes d'assainissement et leur amélioration
	■	Risques de dégradation de la qualité de l'eau liés à l'accroissement de la pression démographique et économique (pollutions diffuses et accidentelles, rejets)
Sécurisation de la ressource sur le long terme et gestion quantitative des ressources	■	Protection des zones de captage et secteurs stratégiques pour l'eau potable, protection des zones humides dans ces secteurs
	■	Prescriptions visant à limiter les incidences du développement et les activités à risques dans les zones stratégiques pour l'alimentation en eau potable
	■	Prescriptions concernant l'adéquation besoin/ressources et l'amélioration des réseaux
	■	Recommandations concernant les économies d'eau
	■	Accroissement des besoins en lien avec le développement économique, touristique et démographique dans un contexte de fragilisation de la ressource et coûts importants des aménagements nécessaires à l'alimentation en eau potable et traitement de l'eau.
Gestion intégrée des eaux pluviales	■	Difficulté croissante à réduire les consommations d'eau (atteinte progressive d'un pallier en matière de consommation) et poursuivre l'amélioration des réseaux. Toutefois potentiel d'amélioration important des réseaux sur certains secteurs.
	■	Préservation de l'impluvium des nappes, promotion de la désimperméabilisation / infiltration de l'eau
	■	Prescriptions concernant une gestion exemplaire et durable des eaux pluviales.

Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
	■	Poursuite de l'imperméabilisation mais modération du rythme grâce à la mise en œuvre du ZAN, du développement de proximité et l'obligation de mettre en place un coefficient de pleine terre
<p>Conclusion</p> <p>À l'aune des évolutions tendanciennes et des mesures qu'il prévoit, le SCoT aura un effet majoritairement positif sur la préservation de la qualité de la trame bleue. Il aura également un effet positif sur la préservation des ressources stratégiques pour l'eau potable grâce à la maîtrise de l'occupation des sols dans ces secteurs.</p> <p>Toutefois le développement démographique et économique s'accompagnera d'une augmentation des besoins en eau. Ce dernier pourra en partie être compensé par l'amélioration des rendements et la poursuite des économies d'eau.</p> <p>Par ailleurs, bien que le SCoT définisse des prescriptions pour les limiter au maximum, le risque de pollutions pourrait être grandissant, en raison de l'accroissement global des pressions et d'une difficulté des collectivités pour maintenir au niveau de performance requis les réseaux et équipements.</p> <p>Par ailleurs, la réalisation du scénario SCoT entraînera forcément un accroissement de l'imperméabilisation des terrains, d'autant que les mesures de compensation telles que la désimperméabilisation sont difficiles à mettre en œuvre. Toutefois, le SCoT encadre de manière forte l'obligation de gestion durable des eaux pluviales. Il aura sur ce point un effet positif.</p>		

6.4. Préservation des paysages et de la qualité urbaine

Évaluation des objectifs du PAS

Le PAS accorde une importance particulière à la préservation du paysage et du patrimoine et les enjeux sont bien intégrés. Il s'attache en effet d'une part à préserver ses richesses et ses valeurs (entités, équilibres, séquences, éléments du patrimoine ...), mais aussi à améliorer l'existant (requalification d'espaces publics et de zones d'activités, renouvellement urbain et reconquête de certains quartiers ...), et le futur (exigence d'intégration paysagère des futurs développements et constructions) sans interdire l'innovation architecturale.



Toutefois une vigilance particulière sera à porter au processus de densification et à l'intégration des futures zones d'activité ainsi qu'à des évolutions des modes d'exploitation agricoles et sylvicoles qui pourraient entraîner des mutations importantes des caractéristiques paysagères du territoire.

Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
Préservation et valorisation des valeurs paysagères, de l'identité des bourgs, du patrimoine remarquable, du bâti traditionnel et du petit patrimoine	■	Identification et protection des paysages exceptionnels, du patrimoine classé, valorisation du patrimoine vernaculaire
	■	Prise en compte des paysages du quotidien et du patrimoine ordinaire
	■	Maintien des coupures vertes
	■	Intégration paysagère des nouvelles constructions
	■	Des développements programmés qui, même s'ils feront l'objet d'une attention particulière en matière d'intégration, se traduiront par une artificialisation de l'espace
	■	Protection des milieux naturels, agricoles et forestiers
	■	Préservation de la qualité urbaine, architecturale et paysagère des secteurs d'intérêt patrimonial et du bâti traditionnel tout en permettant l'évolution et l'amélioration énergétique du bâti existant
	■	Protection des covisibilités et des poches visuelles
	■	Préservation des silhouettes urbaines et villageoises de qualité et requalification des silhouettes dégradées
Valorisation des entrées de ville et de bourgs et gestion des transitions entre espaces urbains et ruraux	■	Limitation des panneaux publicitaires et intégration des enseignes
	■	Traitement des franges urbaines par l'intégration dans la trame végétale
	■	Préservation ou requalification des « entrées » de bourg et village
Intégration paysagère des nouvelles constructions et infrastructures	■	Intégration paysagère des bâtiments agricoles
	■	Contenir l'urbanisation dans les enveloppes agglomérées existantes, en s'appuyant sur la notion de pôle urbain, bourg-centre... et de limiter les phénomènes de continuités urbaines en préservant des coupures vertes.
	■	Développement du végétal et de l'eau jusque dans la ville
	■	Amélioration de la qualité paysagère des ZAE
	■	Conciliation entre développement de l'offre touristique et préservation des paysages sensibles
	■	Conciliation entre préservation, enjeux d'efficacité énergétique et adaptation aux modes de vie

Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
	■	Des incidences potentielles des grands projets d'aménagement au sein de l'espace rural
	■	Des risques de banalisation des paysages liés aux développements parfois mal intégrés
<p><u>Conclusion</u></p> <p>À l'aune des évolutions tendancielles et des mesures qu'il prévoit, le SCoT aura un effet majoritairement positif sur le paysage et le patrimoine. Il s'attache en effet d'une part à préserver ses richesses et ses valeurs (entités, équilibres, perspectives, éléments du patrimoine ...), mais aussi à améliorer l'existant (requalification d'espaces publics et de zones d'activités, renouvellement urbain et reconquête de certains sites ...), et préparer le cadre de vie futur (exigence d'intégration paysagère des futurs développements et constructions, aménagement des espaces publics, végétalisation). Toutefois une vigilance particulière sera à porter au processus de densification qui pourrait conduire à l'évolution importante des paysages urbains et des morphologies villageoises. L'intégration des futures extensions et notamment les zones d'activité ainsi que le traitement des limites entre les espaces ruraux et bâtis devront faire l'objet d'une attention particulière.</p> <p>Enfin, parmi les principaux risques d'incidences figure le développement des EnR (Energies Renouvelables) et les grands aménagements au sein de l'espace rural (EnR, carrières, ...). La pression de développement des équipements d'EnR pourrait conduire à des impacts sur les secteurs et éléments sensibles du paysage et du patrimoine, malgré les mesures préventives déclinées dans le SCoT.</p>		

6.5. Protection et utilisation mesurée des ressources minérales

Évaluation des objectifs du PAS

Le PAS intègre les enjeux liés à la nécessité d'un développement sobre en ressources et mobilisant des matériaux décarbonés et biosourcés. Il veille à prévenir les dommages qui pourraient être liés à des activités d'extraction. L'anticipation des besoins et la préservation des ressources futures n'est pas traitée dans le SCoT (choix des élus).



Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
Satisfaction des besoins en matériaux sur le long terme (économie, recyclage) privilégiant le principe de proximité (autorisations pour valoriser les ressources locales)	■	Accroissement des besoins liés au développement programmé alors que les ressources sont non inépuisables
	■	Pas de mention des besoins en matériaux, des besoins liés aux activités de carrière.
	■	Mobilisation de filières de matériaux biosourcés en complément ou substitution des matériaux d'extraction pour répondre à la demande
	■	Promotion de la filière bois
Conciliation de l'exploitation le respect du cadre de vie des habitants	■	Pas « zone tampon » autour des sites existants ou créés, et éloignement des sites urbains ou de développement
	■	Pas de mention des nuisances liées à l'exploitation des carrières et aux transports des matériaux (flux de camions)
Conclusion À l'aune du développement prévu, le SCoT conduira à un accroissement des besoins en matériaux sur le territoire. Le SCoT n'agit pas particulièrement en faveur du maintien et de l'extension des sites de carrière existants. Il n'incite pas à la sobriété d'usages des matériaux. Le développement des matériaux biosourcés est en revanche une piste avancée. Les incidences du SCoT sur les ressources en matériaux sera toutefois modérée par un mode de développement qui se veut globalement plus sobre en matériaux. Le SCoT pourrait avoir intérêt à identifier les secteurs stratégiques pour l'approvisionnement de son territoire mais cela n'était pas un choix des élus.		

6.6. Réduction des risques naturels et technologiques

Évaluation des objectifs du PAS



Le PAS intègre bien les enjeux liés à la prévention et la réduction des risques majeurs. Il concourt en effet à la prévention de ces risques et à leur non accroissement, notamment à travers des objectifs de préservation des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau, de réduction de la consommation d'espace, de réduction de l'imperméabilisation des sols, de maintien des capacités d'écoulement naturel des eaux, de renforcement de la végétalisation dans les zones urbaines, ou encore d'implantation d'activités industrielles nuisantes à distance des zones d'habitat. Il intègre également le fait que certains risques naturels pourraient s'accroître avec le changement climatique.

Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
Maîtrise de l'occupation du sol et réduction de la vulnérabilité des populations face aux risques naturels et technologiques	■	Maîtrise de l'urbanisation dans les secteurs soumis aux risques
	■	Inconstructibilité des zones d'expansion des crues et des espaces de mobilité des cours d'eau
	■	Préservation des cours d'eau et des berges
	■	Éloignement de l'urbanisation des zones destinées à recevoir des activités et éloignement des établissements à risque des zones d'habitat
	■	Zones tampons inconstructibles autour des sites recevant des activités à risques
Limitation de l'imperméabilisation et adéquation des systèmes de gestion des eaux pluviales	■	Limitation de l'imperméabilisation des sols
	■	Favorise l'infiltration et la rétention des eaux pluviales pour réduire le ruissellement
	■	Réflexion sur les opportunités de désimperméabilisation dans le cadre des projets
	■	Préservation des zones humides, corridors écologiques, haies, mares, fossés, espaces agricoles ...
	■	Développement urbain générant une artificialisation et une imperméabilisation des sols
Conclusion À l'aune des évolutions tendanciennes et des mesures qu'il prévoit, le SCoT aura un effet globalement positif sur la prévention des risques dans la limite où il contribue à les réduire à la source, à éviter d'implanter de nouvelles populations dans les secteurs d'aléas et en prenant des dispositions pour limiter les incidences des développements. Toutefois la gestion des eaux pluviales et la réduction du risque de ruissellement devra rester un point de vigilance important dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme et la conception des projets d'aménagement du fait de la sensibilité particulière du territoire et dans un contexte de changement climatique.		

6.7. Limitation des nuisances et préservation de la santé

Évaluation des objectifs du PAS

Le SCoT a globalement bien pris en compte les enjeux de prévention des nuisances et pollution et la préservation de la santé des populations. Il s'attache en effet à préserver la population d'une exposition aux nuisances et aux pollutions, qu'elles soient liées aux transports ou aux activités, en préservant les zones de calme, en déployant les modes doux, en privilégiant le développement de proximité, ou en prévoyant le développement résidentiel en dehors des secteurs d'activités. À travers la prise en compte des sites et sols pollués dans les aménagements, l'encouragement à la valorisation des déchets, le renforcement de la végétalisation au sein des tissus urbains, la réduction de la place de la voiture en ville, ou encore la recherche de la sobriété et de l'efficacité énergétique du bâti, le PAS concourt à améliorer le cadre de vie des habitants et promeut le développement d'un urbanisme favorable à la santé.



Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
Prise en compte des sites et sols pollués dans les aménagements	■	Valorisation d'anciens sites et sols pollués après dépollution
Réduction des nuisances liées aux transports, préservation de zones de calme	■	Développement de proximité limitant les déplacements
	■	Développement des mobilités alternatives
	■	Éloignement de l'habitat par rapport aux infrastructures bruyantes
	■	Maintien de vastes surfaces naturelles et agricoles
	■	Accroissement des déplacements liés au développement mais dans une mesure moindre (orientations, amélioration des véhicules)
Réduction des nuisances et pollutions liées aux activités	■	Développement résidentiel en dehors des secteurs concernés par des activités ou installations polluantes
	■	Accroissement des nuisances liées au développement des activités mais dans une mesure moindre (orientations)
	■	Peu de réglementation autour des nuisances liées aux carrières
Réduction des déchets et optimisation de la collecte	■	Identification des espaces de gestion des déchets afin de les conforter
	■	Maillage équilibré en matière de déchetteries
	■	Anticipation des besoins d'aménagements et d'équipements pour la valorisation des déchets inertes.
	■	Appréhension du potentiel offert avec des anciennes carrières dans le cadre des réflexions menées sur le plan de valorisation et de gestion des déchets inertes.
Développement d'un urbanisme favorable à la santé	■	Sécurisation de la pratique du vélo, contribuant à encourager l'activité physique
	■	Renforcement de la présence de la végétation en ville, permettant de lutter contre les surchauffes et de renforcer le cadre de vie (îlot de fraîcheur)
	■	Principe du bioclimatisme
	■	Pas prise en compte des enjeux liés aux espèces présentant un risque pour la santé.

Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
Réduction et anticipation des situations de précarité énergétique, de logement et cadre de vie dégradé	■	Rénovation des bâtiments
	■	Intégration des enjeux de performance énergétique et d'adaptation au changement climatique
<u>Conclusion</u> À l'aune des évolutions tendancielles et des mesures qu'il prévoit, le SCoT aura un effet globalement positif sur la santé.		

6.8. Réduction des consommations énergétiques et adaptation au changement climatique

Évaluation des objectifs du PAS

Les enjeux liés à l'atténuation du changement climatique et l'adaptation du territoire ont été déclinés dans le PAS. Les dispositions prises sont en effet favorables à un développement plus sobre et plus performant d'un point de vue énergétique. Le SCoT agit sur les deux principaux leviers qu'il peut mobiliser, notamment le bâti et les déplacements. Il contribue enfin au développement des énergies renouvelables tout en veillant à ce que leur développement n'aille pas à l'encontre de la protection des puits de carbone. Il intègre également des dispositions favorisant l'adaptation du territoire aux incidences prévisibles du changement climatique.



Critères d'évaluation	Les effets du SCoT	
Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au bâti tout en conciliant les enjeux de patrimoine	■	Promotion de formes urbaines et bâtiments d'activité économes en énergie et du bioclimatisme
	■	Objectif de rénovation thermique des bâtiments
		Diversification de l'offre de logement en proposant des tailles de logement plus en adéquation avec les besoins réels des ménages.
	■	Réduction de l'impact environnemental des équipements commerciaux (chauffage, le refroidissement et l'éclairage).
	■	Objectif d'éviter l'implantation de nouvelles sources de lumière.
	■	Accroissement des besoins en énergie et émissions de GES pour la construction et le fonctionnement des bâtiments mais qui devraient être proportionnellement moindres que par le passé (orientations conjuguées aux améliorations technologiques sur les constructions)
Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au secteur des transports	■	Développement de proximité réduisant les besoins en déplacements et les émissions de GES
	■	Développement des mobilités alternatives
	■	Accroissement des besoins en énergie et émissions de GES liés aux déplacements de personnes et marchandises mais qui devraient être proportionnellement moindres que par le passé grâce aux orientations ci-dessus conjuguées aux gains liés aux améliorations technologiques sur les véhicules.
Développement des énergies renouvelables dans le respect des enjeux de paysage	■	Développement des EnR dans le respect des autres enjeux, notamment paysagers
Développement de formes urbaines favorisant l'adaptation au changement climatique	■	Aménagement des espaces publics (végétalisés) et parcours modes actifs et gestion des eaux pluviales favorisant le confort thermique
	■	Intégration des principes de bioclimatisme
Conclusion À l'aune des évolutions tendanciennes et des mesures qu'il prévoit, le SCoT aura un effet positif sur le climat et l'énergie. Les dispositions prises sont en effet favorables à un développement plus sobre et plus performant d'un point de vue énergétique. Le SCoT agit sur les deux principaux leviers qu'il peut		

Critères d'évaluation	Les effets du SCoT
	<p>mobiliser, notamment le bâti et les déplacements. Il contribue enfin au développement des énergies renouvelables et intègre également des dispositions favorisant l'adaptation du territoire aux incidences prévisibles du changement climatique. Une attention particulière devra être accordée à la bonne articulation entre les mesures prises pour la transition énergétique et la prise en compte des autres enjeux paysagers et environnementaux.</p>

7. Évaluation des incidences du projet de SCoT sur les sites Natura 2000

7.1. Présentation du réseau Natura 2000

Avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires, l'Europe s'est lancée depuis 1992 dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé Natura 2000. Il comprend 2 types de zones réglementaires :

- les **Zones de Protection Spéciale** (ZPS) pour la conservation des oiseaux sauvages. Les ZPS sont désignées à partir de l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) définies par la Directive Européenne 79/409/CEE de 1979 ;
- les **Zones Spéciales de Conservation** (ZSC) dédiés à la conservation des habitats naturels. Elles sont définies par la Directive Européenne 92/43/CEE de 1992 relative à la conservation des habitats naturels (forêts, prairies rivières) ainsi que de la faune et de la flore sauvage.

Une fois désignés, ces sites doivent être gérés de façon à garantir la préservation à long terme des espèces et des habitats qui justifient leur désignation. Le réseau Natura 2000 est donc un ensemble de sites naturels identifiés à l'échelle européenne pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Natura 2000 concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques.



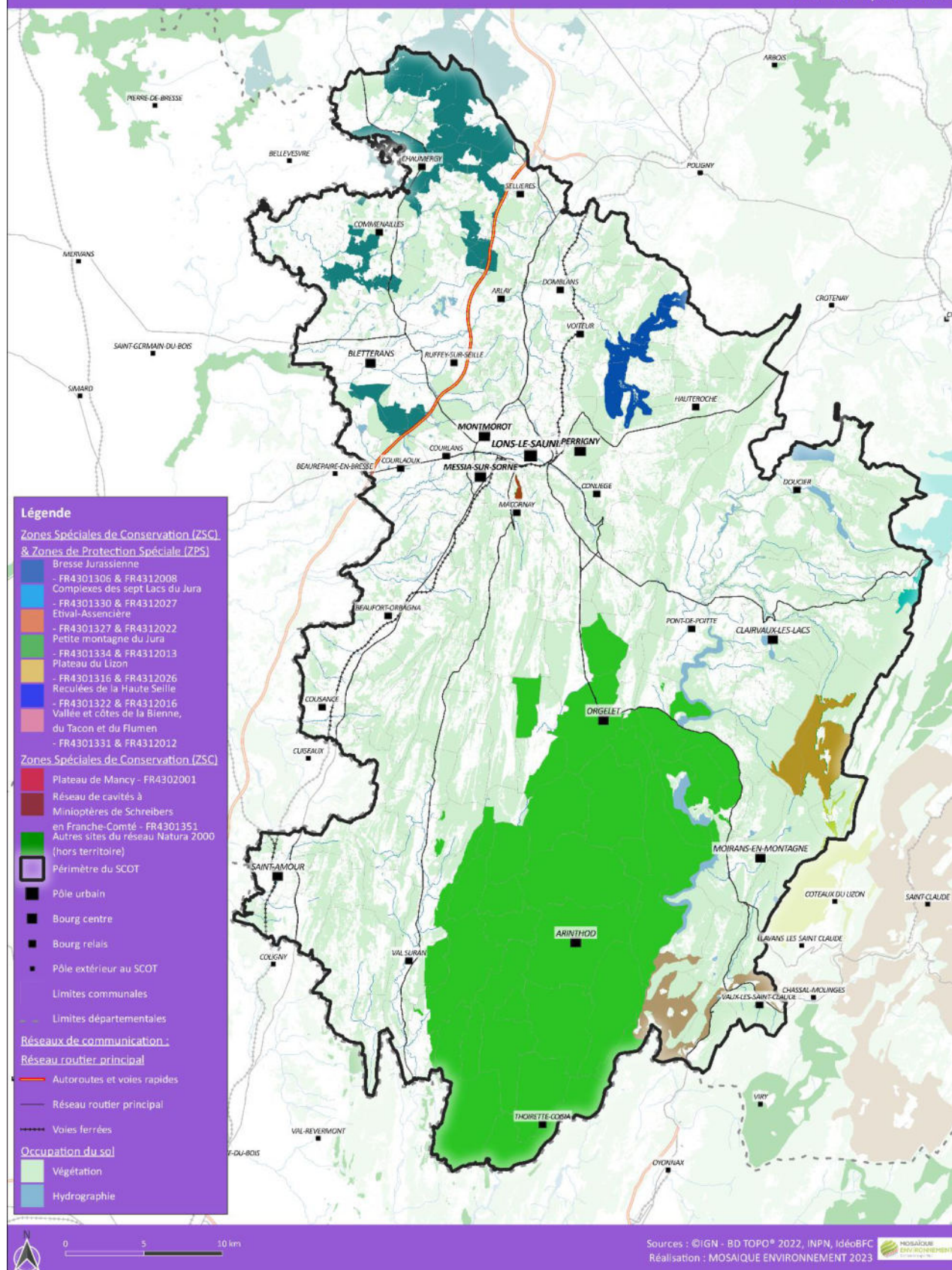
7.2. Les sites Natura 2000 du territoire

Le territoire du SCOT abrite **16 sites Natura 2000**, dont **7 désignés au titre de la directive Oiseaux** et **9 au titre de la directive Habitats**.

- ZPS et ZSC : Bresse Jurassienne (FR4312008 et FR4301306)
- ZPS et ZSC : Reculée de la Haute Seille (FR4312016 et FR4301322)
- ZPS et ZSC : Complexe des 7 lacs du Jura (FR4312027 et FR4301330)
- ZPS et ZSC : Petite Montagne du Jura (FR4312013 et FR4301334)
- ZPS et ZSC : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen (FR4312012 et FR4301331)
- ZPS et ZSC : Etival Assencièrre (FR4312022 et FR4301327)
- ZPS et ZSC : Plateau du Lizon (FR4312026 et FR4301316)
- ZSC : Réseau de cavités à Minioptères de Schreibers en Franche-Comté (FR4301351)
- ZSC : Côte de Mancy (FR4302001)

Le territoire est également concerné par 3 sites Natura 2000 situés hors du périmètre mais localisés à proximité.

- ZPS : Prairies alluviales et milieux associés de Saône et Loire (FR2612006)
- ZSC : Combe de Nanchez (FR4301315)
- ZSC : Revermont et gorges de l'Ain (FR8201640)



7.3. Conclusion sur les incidences potentielles sur les sites Natura 2000

Le projet de SCoT prévoit de façon générale une bonne prise en compte des sites Natura 2000. Ils sont identifiés comme réservoirs de biodiversité pour lesquels les collectivités doivent définir des mesures de protection dans le cadre de leurs documents d'urbanisme. Le SCoT définit également un certain nombre de critères qui doivent permettre de limiter les incidences du développement :

- application de la séquence ERC ;
- développement urbain qualitatif ;
- développement touristique en cohérence avec le respect des enjeux environnementaux et paysagers.

Toutefois il est appelé une certaine vigilance pour les points suivants pour les communes dont la centralité est située entièrement, pour partie ou à proximité des zones Natura 2000. La séquence ERC sera à appliquer systématiquement dans les choix de développement futurs afin de préserver les sites. Pour le développement touristique, les incidences des projets doivent être évalués au cas par cas en cohérence avec la réglementation en vigueur.

Pour le développement économique, certaines caractéristiques de site nécessitent une vigilance :

- Certains projets se situent dans des sites NATURA 2000 (principalement la Petite Montagne du Jura et la région d'Orgelet) ;
- Certaines zones accueillent des réservoirs de biodiversité (réservoirs des milieux ouverts, réservoirs forestiers) ainsi que des milieux secs qui sont des lieux de passage ou d'habitat pour l'avifaune et les chauves-souris ;
- Certains boisement, alignements d'arbres et certaines haies et lisières de boisement sont susceptibles d'être des zones de passage ou d'habitat pour l'avifaune et les chauves-souris ;
- Certains réseaux de mares et de cours d'eau sont susceptibles d'être des zones de passage ou d'habitat pour les amphibiens.

D'autre part, certains secteurs de développement nécessitent une meilleure prise en compte des mesures ERC. Cette séquence sera à appliquer au moment de l'élaboration des documents d'urbanisme (notamment pour la double dimension d'évitement et de réduction) en rappelant que les projets ayant des incidences significatives sur les habitats et les espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 ne peuvent être réalisés sauf à démontrer qu'il n'existe pas d'alternative et qu'ils sont justifiés par des raisons impératives d'intérêt public majeur. Dans ce cas, des mesures de compensation devront être prévues en phase projet.

Enfin, des mesures complémentaires (sur l'éclairage notamment) pourront être mises en œuvre afin de s'assurer de l'absence d'enjeu. Lorsque ces éléments végétaux sont remplacés, une vigilance sera à avoir afin de s'assurer de l'absence d'impact.

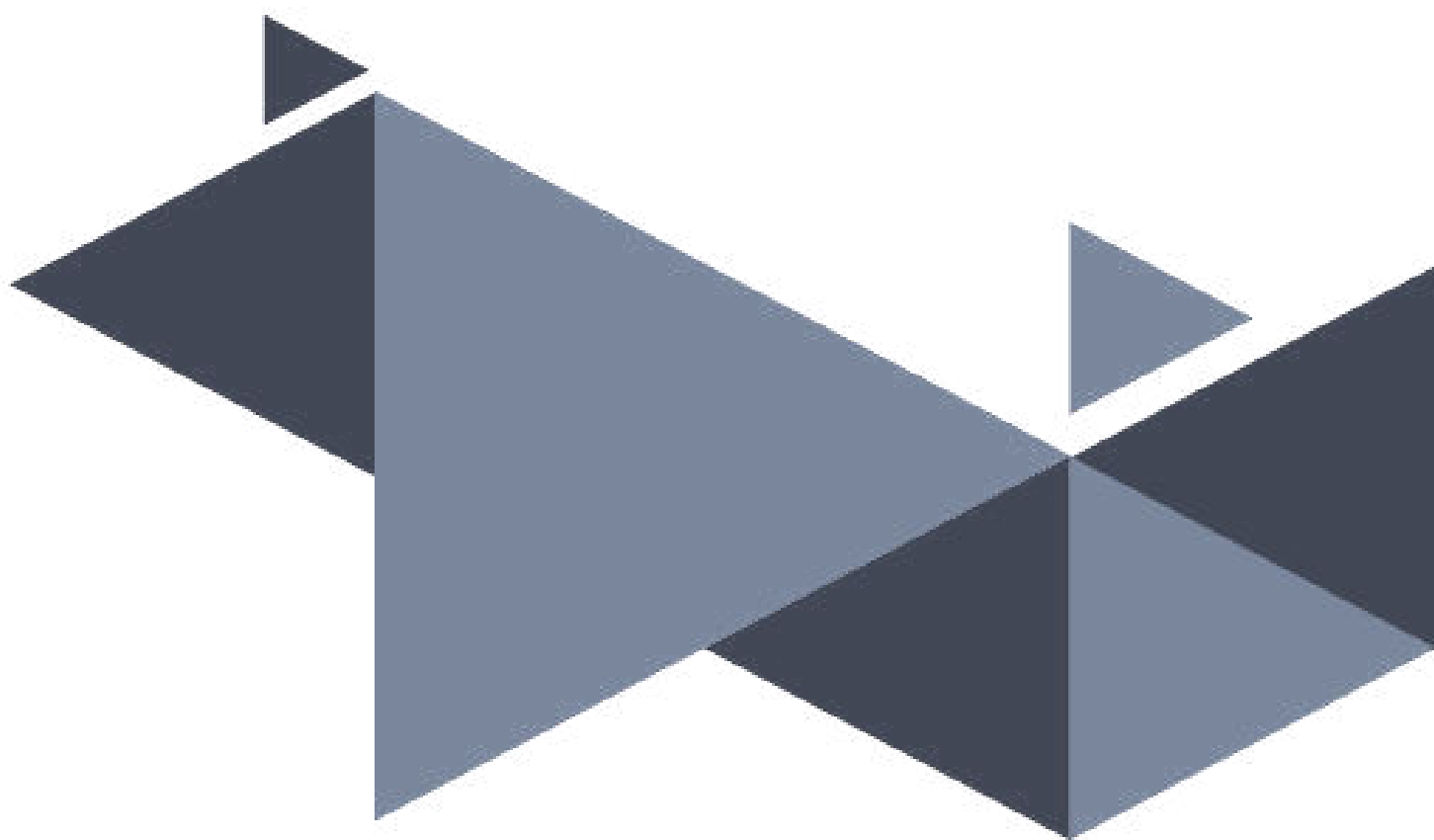
Avec le respect des dispositions du SCoT concernant les continuités écologiques ainsi que la mise en place rigoureuse de ces mesures et la prise en compte des enjeux spécifiques à chaque site Natura 2000 dans le cadre des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement, les incidences du SCoT sur les sites Natura 2000 devraient être non significatives.

8. Conclusion sur la prise en comptes des enjeux environnementaux dans le SCoT

Les questions environnementales ont été intégrées de manière transversale dans le SCOT. Les efforts de réduction de la consommation d'espace se traduiront par des co-bénéfices sur l'ensemble des dimensions environnementale en permettant de recentrer le développement urbain prioritairement au sein des centralités. Par ailleurs, il consacre une ambition à la protection de l'environnement. Dans ce cadre, le SCoT 3 renforce la protection du paysage et du patrimoine, il permet également une meilleure prise en compte des continuités écologiques et favorise la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. L'évaluation environnementale a montré que les effets du SCoT seront majoritairement positifs. Cela n'exclura toutefois pas des incidences négatives localisées liées au développement urbain. Afin de les réduire le SCoT met l'accent sur la qualité urbaine, paysagère et environnementale des futurs projets. En complément, il décline certaines mesures que les collectivités et porteurs de projets devront mobiliser lors de l'élaboration des documents d'urbanisme ou la mise en œuvre des projets.

La démarche d'évaluation environnementale est une démarche itérative et continue qui se prolonge au-delà de l'approbation du document. C'est la raison pour laquelle un référentiel d'évaluation est mis en place. Il doit permettre de suivre la mise en œuvre du SCoT et des mesures environnementales définies. Il doit également permettre d'anticiper d'éventuelles incidences non identifiées au stade de l'élaboration du SCoT. Ainsi il contribuera à préserver les enjeux environnementaux du territoire.

Vous pouvez retrouver l'ensemble des documents relatifs à la révision du SCoT du Pays Lédonien sur son site internet (documents approuvés, documents de travail, diaporamas de présentation des commissions et des ateliers territoriaux, comptes rendus, etc.).



Document réalisé par :



Pays Lédonien
4, avenue du 44^{ème} R.I.
39000 LONS-LE-SAUNIER
Tél : 03 63 33 90 22
Site internet : pays-ledonien.fr

